COMITÉ SOCIAL ET
ÉCONOMIQUE
CSE RÉSEAU
ZONE DE PRODUCTION
NORD-EST –
NORMANDIE

Procès-verbal

Réunion extraordinaire du 18 Mars 2020 par Audio conférence

CSE EXTRAORDINAIRE RELATIF AU DESACCORD SUITE D'ALERTE DU 15 MARS 2020

Observation Secrétaire : La réunion était une téléconférence et différents intervenants ont eu des problématiques de connexion.

PROJET

La direction était représentée par M. Olivier MARTY (Président du CSE), Mme Agnès RAULT, Mme Marjorie BLANCHART, M. Arnaud AUBERT, Mme Marion CURET.

Invités : Dr Isabelle LEHOUCQ

Représentants titulaires du Personnel du Collège Exécution :

M.	JUDENNE	Renaud	CGT	INE	Présent
Mme	DEQUEANT	Faustine	CGT	EIC NMD	Absente
M.	VUILLAUME	Nicolas	CGT	ILOG Lorraine	Présent
M.	BONNESOEUR	Christophe	CGT	IP Champagne Ardenne	Présent
M.	REYMANN	Didier	CGT	IP Rhénan	Présent
M.	TRUFFIN	Anthony	CGT	IP NPDC	Absent
M.	ROBERT	Aurélien	CGT	IP Lorraine	Absent
M.	LECLERC	Édouard	CGT	IP Normandie	Présent
M.	FATOME	Jean-Christophe	CGT	IP NPDC	Absent
M.	LLOPIS	Arnaud	CGT	EIC LORCA	Absent
Mme	KAMMERER	Sylvie	UNSA-Ferroviaire	EIC ALSACE	Présente
M.	PINOT	Vincent	SUD-Rail	EIC HDF	Présent
Mme	SCHEUER	Stéphanie	SUD-Rail	EIC HDF	Présente
M.	BRASSART	Nicolas	SUD-Rail	ILOG NPDC	Présent
Mme	LANTZ	Caroline	CFDT	IP Rhénan	Absente

Représentants titulaires du Personnel du Collège Maîtrise :

M.	ACHOUB	Christophe	CGT	IP Lorraine	Présent
Mme	GUILHERME	Isabelle	CGT	ILOG NPDC	Absente
M.	NEAU	Sébastien	CGT	EIC LORCA	Absent
M.	MUTEL	Jean-Marie	CGT	IP Normandie	Présent
M.	DE CLERCQ	Jean-Claude	CGT	IP Champagne Ardenne	Absent
M.	CHERIFI	Mickael	CGT	IP Normandie	Absent
M.	LEROY	Adrien	UNSA-Ferroviaire	EIC HDF	Présent
Mme	MELONI	Delizia	UNSA-Ferroviaire	EIC HDF	Présente
M.	NOEL	Maurice	UNSA-Ferroviaire	IP Rhénan	Présent
M.	BERTRAND	Pierre	UNSA-Ferroviaire	IP Lorraine	Présent
M.	DURIEZ	Éric	SUD-Rail	INE	Présent
Mme	VASSEUR	Céline	SUD-Rail	EIC HDF	Présente
M.	SEGATTO	Manuel	SUD-Rail	EIC HDF	Absent
M.	STIEGLER	Emmanuel	CFDT	EIC ALSACE	Présent

Représentants titulaires du Personnel du Collège Cadre :

M.	GUELUY	Pascal	CGT	IP NPDC	Absent
Mme	DEMARES	Sophie	UNSA-Ferroviaire	IP Normandie	Présent
M.	SCHMITT	Pascal	UNSA-Ferroviaire	EIC LORCA	Absent
M.	RAWOLLE	Régis	UNSA-Ferroviaire	ILOG Lorraine	Présent
M.	THEVENARD-BERGER	Benoit	UNSA-Ferroviaire	IP lorraine	Présent
M.	DAIME	Laurent	UNSA-Ferroviaire	Dir. ZP NEN	Présent

Représentants suppléants du Personnel du Collège Exécution :

M.	WAVELET	Sylvain	CGT	IP NPDC	Présent
M.	DOUCET	Denis	CGT	ILOG Lorraine	Présent
M.	FLAUW	Ulrich	CGT	INE	Présent
M.	LOISEL	Anthony	CGT	IP Rhénan	Non convoqué
M.	PIERRE	Steve	CGT	IEE	Non convoqué
M.	MERLIN	Vincent	CGT	IP NPDC	Non convoqué
M.	CERVELLIN	Gilles	CGT	ILOG Lorraine	Non convoqué
M.	NOYELLE	Jean-Philippe	CGT	EIC HDF	Non convoqué
M.	HUVE	Julien	CGT	IP Normandie	Non convoqué
M.	MALEC	Martial	CGT	IP Lorraine	Non convoqué

M	GY	Jean-Marc	UNSA-Ferroviaire	Infralog NPDC	Non convoqué
M.	BAETENS	Ludovic	SUD-Rail	ILOG National	Présent
Mme	COEPLÉ	Amélie	SUD-Rail	EIC LORCA	Non convoquée
M.	RUBY	Alan	SUD-Rail	IP Normandie	Non convoqué
M.	CANTREL	Guillaume	CFDT	EIC ALSACE	Non convoqué

Représentants suppléants du Personnel du Collège Maîtrise :

Mme	PENAROYAS	Fanny	CGT	ILOG Lorraine	Présente
M.	SIMON	Arnaud	CGT	IP Rhéna	Présent
M.	DI CARLO	Antoine	CGT	EIC LORCA	Non convoqué
M.	LANSIAUX	Laurent	CGT	ILOG NPDC	Non convoqué
M.	REPILLET	Thierry	CGT	ILOG National	Non convoqué
M.	MARSEILLE	Frédéric	CGT	IEE	Non convoqué
Mme	LE CESNE	Claire	UNSA-Ferroviaire	ILOG National	Non convoquée
M.	COLLOTTE	Sébastien	UNSA-Ferroviaire	IP Lorraine	Non convoqué
M.	HALAS	Gaël	UNSA-Ferroviaire	EIC NMD	Non convoqué
M.	MARQUISE	Philippe	UNSA-Ferroviaire	IP Lorraine	Non convoqué
M.	DERRIEN	Marc	SUD-Rail	EIC NMD	Non convoqué
Mme.	WALTHERT	Emmanuelle	SUD-Rail	EIC HDF	Non convoquée
M.	DINE	Dominique	SUD-Rail	EIC LORCA	Non convoqué
Mme	L'HOMEL	Vanessa	CFDT	EIC LORCA	Présente

Représentants suppléants du Personnel du Collège Cadre :

M.	DEGAND	Jérôme	CGT	ILOG National	Présent
M.	CAILLE	Sébastien	UNSA-Ferroviaire	IP NPDC	Non convoqué
Mme	HENER	Evelyne	UNSA-Ferroviaire	IP Rhéna	Non convoquée
M.	TREDEZ	Christophe	UNSA-Ferroviaire	ILOG NPDC	Non convoqué
M.	STRICHER	Pascal	UNSA-Ferroviaire	IP Rhéna	Non convoqué
M.	NOWICKI	Pierre	UNSA-Ferroviaire	EIC LORCA	Non convoqué

Représentants syndicaux :

M.	SENS	Dominique	CGT	IP NPDC	Présent
M.	CATIAU	Bruno	UNSA-Ferroviaire	EIC HDF	Présent
M.	GENEAU	Pierre	SUD-Rail	ILOG NPDC	Présent
M.	OZENNE	Pascal	CFDT	EIC ALSACE	Présent

La séance est ouverte à 11 h 00.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Précise à l'ensemble des élus présents à cette conférence qu'il n'a pas pu avoir Sup Rédac, ils doivent être eux aussi en confinement.

Nous avons donc pris notre secrétaire des élus, qui est en ligne actuellement ; il demande donc de la compréhension quant au rendu du PV. Elle va, avec une qualité moindre par téléphone prendre les notes ; elle n'a pas d'enregistreur, étant elle-même confinée.

Il demande donc de parler lentement et qu'à chaque fois que vous prenez la parole de bien préciser votre nom et prénom afin qu'elle puisse le noter ; si cela convient à tout le monde.

Il insiste sur le fait du droit d'alerte de ce CSE qui n'a pas trouvé de suite favorable et demande de faire assez court : nous n'allons pas passer 5 heures au téléphone. Cela ne sera pas supportable dans ces conditions. Voici la position du Secrétaire.

M. Olivier MARTY (Président) : Effectivement, je partage vos propos. Si nous avons décalé le CSE cela fait suite à l'accident de travail mortel, à côté de Strasbourg concernant l'Infrapôle Rhénan. Nous y reviendrons avec vous, à confirmer, sur un CSE Exceptionnel, qui devrait se tenir demain, le temps d'assembler les éléments nécessaires pour ce CSE : l'enquête se déclenchant ce matin.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Je tiens à vous dire que j'ai envoyé un message au Président tout à l'heure ainsi qu'une copie à l'ensemble des élus car sur l'ensemble du territoire trop d'Etablissements continuent à faire des chantiers qui ne sont pas d'une urgence vitale adaptée au plan de transport actuel.

Je vous rappelle qu'hormis les choses urgentes, on doit arrêter la production. Certains Etablissements continuent ; il y a eu cette nuit des droits de retraits, nous allons le signaler à l'Inspection de travail de façon très officielle.

Le DRH a donné des directives très claires : il faut qu'elles soient respectées. Les Supermans des Etablissements qui veulent faire de la production à tout prix ; ils vont le faire tous seuls.

Cela commence à me fatiguer, c'est du matin au soir au téléphone : personne ne respecte rien ! Où ils respectent, où vous faites quelque chose !

M. Olivier MARTY (Président) : Le message que vous avez effectivement envoyé au Président est compréhensible. Nous sommes dans des jours de restriction de l'activité dans l'Entreprise, qui évolue de jour en jour pour se concentrer sur l'essentiel. L'organisation de la production doit se conformer à l'essentiel.

M. Nicolas BRASSART (SUD RAIL) : J'en ai ras le bol, ce n'est pas possible. J'entends ce que vous dites, mais vous mettez trop les formes. Cela étant il faut que l'on soit clair et nette.

Je vais couper le micro juste après, je dois appeler un DET qui refuse de mettre les agents en confinement. Des collègues appellent, ils doivent aller faire des horloges sur des quais perdus.

On s'en fou, là c'est un confinement total !

On continue de faire fonctionner l'Entreprise comme s'il n'y avait pas ces trucs là à côté ».

Hier soir, j'aurai dû faire arrêter un chantier, je ne l'ai pas fait. J'ai bien noté l'importance de la chose et envoyé un message à Christophe pour l'autorisation.

J'y suis allé, c'était important d'y aller et important de discuter avec les agents.

Sur le terrain en local, la situation est prise en dessus la jambe : on ne note pas l'importance de la chose.

Cela lui paraît incroyable que depuis, ce matin 7 heures, des collègues me disent : est-ce normal de m'envoyer faire une alarme pour une anti intrusion dans un bâtiment ? En fait, on s'en fou !

Donnez des procédures claires, une bonne fois pour toute ! Si des agents sont contaminés, à avant-hier, hier, et aujourd'hui et si des agents meurent, ce qu'il ne souhaite pas ; soyez clair !

Nous allons tous dans le même sens, on ne va pas se compliquer les choses, nous avons autre chose à foutre en ce moment.

Vous, comme moi, nous passons notre temps au téléphone ! Donnez une consigne claire bordel de merde !

M. Olivier MARTY (Président): Votre expression vous appartient M. BRASSART.

M. Nicolas BRASSART (SUD RAIL) : C'est un cri du cœur M. MARTY ! J'en ai ras le bol !

M. Olivier MARTY (Président): Je ne ferai pas de commentaire là-dessus.

Nous avons dans le droit d'alerte un certain nombre de points de désaccords notés par l'élu qui l'a déposé, et de ceux qui ont participé à l'enquête.

Je vous propose, puisque ce droit d'alerte émane de cet élu, de lui laisser la parole.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Je vais essayer de faire mon intervention brève.

M. MARTY, le 26 Février 2020, nous étions en CSE Ordinaire, nous avons demandé un CSE Extra, en urgence, par rapport à la pandémie qui allait se présenter.

Nous avons déclenché un CSE Extra et lors de ce CSE Extra les choses devaient être mises en place, des choses minimales. Cela n'a pas été mis en place et a amené à un droit d'alerte sur l'ensemble du périmètre.

Nous en sommes désolés de devoir en arriver là, comme le dit M. BRASSART, nous sommes coulés en tant qu'élu, j'imagine que vous aussi. Nous sommes coulés par des messages d'agents ou l'Entreprise ne respecte toujours pas les mesures barrières.

On reçoit encore des coups de téléphones d'agents Circulation qui ne savent toujours pas comment se remettre à la prise de service.

On reçoit également des coups de téléphones d'agents de l'Équipement qui ne comprennent pas qu'ils sont encore au boulot pour simplement faire du nettoyage de filtres dans un local ?

On ne comprend toujours pas, pourquoi dans certains postes d'aiguillage, avec la restriction des circulations. Comment se fait-il que ces postes ne soient pas tenus seuls ? Vous y arrivez pendant les grèves et pendant la pandémie vous ne mettez pas en place le travail à agent seul quand il y a un poste tenu par plusieurs personnes pour faire passer quelques circulations.

Nous ne comprenons pas les mesures mises en place.

Le 1^{er} point en fait partie M. MARTY.

Pourquoi est-on en désaccord ? Concernant les métiers de l'Infra, la Direction ne stoppe pas les chantiers non nécessaires à la bonne marche du service public.

Le mail d'aujourd'hui, du Secrétaire, adressé avant la télé conférence, reprend exactement ce qui est mentionné dans le droit d'alerte.

C'est pour cette raison que nous sommes en désaccord. Vous ne prenez aucune mesure dans les Etablissements pour faire stopper les chantiers qui ne sont pas nécessaires à la bonne marche du service public.

Suivant l'expression de MACRON : c'est la guerre ! Vous envoyez des soldats sur le front sans bardas : laissez-les chez eux !

L'accident de ce matin est regrettable, j'espère que par les mesures que vous auriez dues appliquer : cet accident n'aurait pas eu lieu.

Lorsque nous sommes dans une situation grave, tout l'encadrement est confiné chez eux et vous envoyés les agents du terrain sur le terrain, sans protection !

C'est un manquement grave de l'Employeur !

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Beaucoup de choses ont déjà été dites.

On croule sous les appels, cela fait 2 jours qu'il n'arrête pas, jusqu'à 22 heures hier soir. Il a plus de 20 cas de droits de retraits, sur au moins 6 ou 7 brigades.

Vous avez mis 15 jours, et certaines équipes n'ont pas le nécessaire pour se protéger, pour appliquer les gestes barrière.

Je ne vais pas discuter avec vous, je ne vais pas discuter avec une Direction obtus, fermée et qui n'a pas la hauteur et la gravité de la situation.

Des agents caténaires l'ont appelé hier soir ; ils faisaient de la maintenance non urgente et n'avaient pas assez de véhicules et n'avaient pas les autorisations de l'Employeur pour pouvoir sortir de chez eux.

D'autres agents sont appelés pour faire du remplacement d'étiquettes sur des poteaux ! Je suis étonné : on continue à faire de la maintenance comme avant ! Il y a des agents qui ne sont pas en télé travail.

Il a fallu que j'intervienne pour régler tous ces problèmes. C'est inadmissible !
Moi aussi j'en ai ras le bol !

Vous ne respectez pas vos obligations d'Employeur en termes de sécurité, d'organisation du travail afin de garantir la santé de vos salariés !

Je voulais commencer cette réunion aujourd'hui, en vous disant que si vous ne respectez pas à minimum, une organisation de bon sens : vous aurez du sang sur les mains.

Voilà ce qui arrive ce matin, je suis dégouté, écoeuré. Faites-en sorte que cela ne recommence jamais !

Les cheminots sont perturbés par la situation du coronavirus et ce facteur là, il faut le prendre en compte.

Nous travaillons avec des risques ferroviaires, c'est déjà dur en temps normal, en plus nous avons le coronavirus ; les cheminots sont perturbés.

Il faut le prendre en compte et vous ne le prenez pas en compte.

Je vous ai alerté de nombreuses fois par mails, vous m'avez répondu avec des réponses de technocrate, de politicien, et d'énarque. Ce n'est pas de réponses comme cela que les cheminots ont besoin.

Certains DET font des mails et écrivent : « n'hésitez pas à faire ceci, n'hésitez pas à faire cela ! ».

Il faut des décisions claires, nettes, précises : la règle doit être le confinement. Ne faire des interventions que pour les astreintes où les tournées qui ne peuvent être décalées.

Il n'y a pas besoin de faire des mails de 3 pages, Monsieur le Secrétaire parlait de Supermans, oui, vous avez dans vos équipes de bons soldats.

Peut-être vont-ils avoir des GIR ou des primes, si dans quelques mois ils auront des opérations de PAD ?

C'est inadmissible !

M. Bruno CATIAU (UNSA - Ferroviaire) : Pour la délégation UNSA Ferroviaire, nous sommes 9 élus sur 10. J'ai donné les noms des présents hier soir en ligne au Secrétaire et à Agnès RAULT.

Dans le cadre du différend qui oppose une OS avec la DZP, suite à un droit d'alerte, je voudrais savoir si l'Inspecteur du Travail a été informé et s'il est présent ? Si le Médecin du travail a été informé et s'il est présent ? Ce sont les deux premières questions.

D'autre part, nous avons fait un semblant de préparation, en amont, ensemble. Au titre de la délégation UNSA Ferroviaire nous allons essayer d'être organisés et par respect pour la plénière, même si elle se passe de façon particulière et inévitable.

Je prends la parole d'un commun accord avec tous mes collègues élus d'UNSA Ferroviaire mais je demanderai un apport en termes de prise de parole de la part de mes collègues d'Alsace qui paient aujourd'hui un très lourd tribut : leur région étant la plus touchée de France.

Ce sera Sylvie KAMMERER ou Maurice NOEL, sachant que l'un et l'autre devraient être appelés pour les raisons que vous savez : ce drame qui a touché la famille cheminote.

Nous vivons une situation inédite, vous le savez tous. Je n'ai pas envie de polémiquer, je n'ai pas dit que mes collègues polémiquaient parce qu'ils parlent avec le cœur ; je le respecte profondément mais en même temps, je voudrais que l'on avance.

Nous avons listé certains éléments. Nous avons demandé à l'occasion de la plénière CSE Extra du 3 Mars 2020 à Jean Claude LARRIEU, notre Président, un point périodique, hebdomadaire, avec 1 ou 2 élus par OS ; hebdomadaire ou selon l'actualité, pourquoi pas quotidien.

Nous étions 3 OS en fin de plénière mais cette expression a été partagée y compris avec celles et ceux qui avaient quitté la plénière.

Je réitère cette demande de faire un point périodique entre le Président et 1 ou 2 représentants par OS et je vais vous dire ensuite pourquoi.

Le pourquoi, suivant les Etablissements, il y a des pratiques qui sont différentes.

Je souhaiterais, au nom de notre délégation, nous avons des Etablissements et une région qui sont à la pointe en termes de mesures : elle s'appelle l'Alsace, aussi bien à l'EIC Alsace que l'Infrapôle Rhénan où des mesures ont été prises avant tous les autres Etablissements.

M. Christophe BONNESOEUR (CGT) : Dans mon Etablissement, la RH après l'avoir eu au téléphone a mis tout le monde en astreinte ; ce qui fait qu'ils ne sortent plus que pour la sécurité des circulations et sur des faits graves, sinon tout le monde est en confinement.

Pourquoi sur la ZPN, dans tous les Etablissements cela n'est-il pas pareil ?

A un moment donné, nous allons quand même vous rappeler les règles. Vous êtes l'Employeur et vous êtes là pour la sécurité et la santé de vos travailleurs sur l'ensemble de la ZP.

Vous pouvez envoyer des mails, des beaux textes qui vont bien, qui font 3 pages mais un moment donné, et au bout du compte, le responsable cela sera vous.

Si vous avez envoyé des agents au casse-pipe, si des agents sortent cette maladie et qu'il y a des blessés : vous serez les responsables.

A un moment donné, je vous le dis, vous allez vous bouger les fesses et vous allez faire ce qu'il faut pour mettre les agents en sécurité !

Monsieur le Président nous a dit « on est en guerre ! » ; maintenant vous allez bouger vos fesses de vos fauteuils et vous allez faire ce qu'il faut !

Ça suffit, cela fait 2 jours que nous passons notre vie au téléphone, que l'on se casse le cul, que l'on appelle à droite, à gauche et nous en sommes encore là.

Nous avons fait, de mémoire, le 3 Mars 2020 un CSE Extra sur le coronavirus et le combien sommes-nous aujourd'hui ? Qu'avez-vous mis en place ?

Maintenant, vous allez vous dépêcher, et vous allez faire ce qu'il faut pour que la santé des travailleurs soit nickel.

Ça commence à suffire, si c'est pour encore faire des réunions pour se réunir dans l'Entreprise : cela ne sert à rien.

Maintenant vous faites ce qu'il faut ; vous envoyez un mail à tous vos DET pour mettre tout le monde en confinement. On garde la sécurité des transports ferroviaires, par contre vous mettez tout le monde d'astreinte !

S'il y a des opérations essentielles pour la sécurité : il faut les faire, il n'y a pas de problème, mais après on fait : précaution !

Cela suffit, on ne va pas passer notre vie à faire des CSE et des conneries alors que vous, vous ne prenez pas vos responsabilités !

A un moment donné vous avez pris la responsabilité pour vous qui êtes aujourd'hui Président, d'être le DRH de la ZPNEN : il faut mettre un coup de pied dans la fourmilière et vous allez faire bouger un petit peu tout le monde !

A un moment donné, c'est bien beau d'avoir des postes mais si on ne se bouge pas les fesses : cela ne sert à rien !

Il faut qu'il y ait une équité pour tout le monde : je vous demande de faire votre travail ! Cela sera tout.

Cela ne sert à rien de polémiquer sur un sujet : vous avez une obligation légale de résultat sur la santé de vos salariés. Faites ce qu'il faut pour que vos salariés soient en sécurité !

M. Dominique SENS (CGT) : Pour commencer, la CGT présente ses plus sincères condoléances aux proches du collègue qui a perdu la vie aujourd'hui, qui a été tué au travail.

Nous laisserons l'enquête se tenir, des élus CGT se rendent sur place et nous interviendrons demain en CSE extra sur cet accident mortel.

Le ministre de l'économie, Bruno Lemaire, appelle les salariés (indispensables) à aller travailler, à aller se sacrifier, car sans mesures de prévention réelles. J'avais l'impression d'entendre les dirigeants de la ZP NEN.

C'est ce que témoignent tous les élus et c'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui.

Je constate sur la mise en œuvre des décrets, jusque dans les équipes, les aiguillages de grosses différences entre les Etablissements et même des différences dans les Etablissements.

Effectivement, cela ne peut plus durer, cela conduit à l'énerverment, pour ne pas dire plus des agents, de leurs élus et c'est bien normal.

Je réaffirme que les cheminots de Réseau ne sont pas différents des autres cheminots. Ce ne sont pas des sous-cheminots. Ils doivent bénéficier des mêmes précautions, des mêmes mesures de prévention, d'autant que le niveau de service baisse et va certainement continuer à baisser au même rythme que la production qui doit accompagner cette baisse de l'offre train.

Pour faire rapide aussi, la CGT a transmis une consigne syndicale à toutes les directions d'Etablissements, du plus haut point jusque dans tous les Etablissements.

Je vais vous rappeler les conclusions de cette consigne syndicale : « La Direction a édictée un certain nombre de règles qui semblent adaptées aux caractéristiques connues du virus et de sa propagation, en lien avec les conditions d'exercice des métiers. Ces mesures sont régulièrement complétées suite aux interventions de la CGT et d'autres Organisations.

Cependant, la réquisition des masques par le Gouvernement et la pénurie en produits désinfectants rendent ces règles de protection inopérantes dans certains cas, puisque les dotations ne sont pas effectives.

La Fédération CGT des cheminots a exigé de la Direction qu'elle limite le service aux nécessités de service public d'une part, et d'autre part aux seuls cheminots dotés de moyens de protection adaptés

La Fédération CGT des cheminots invite et incite fortement chaque cheminot qui ne serait pas doté des moyens de protection, à se mettre en sécurité et conséquemment à limiter les risques de propagation en exerçant son droit de retrait.

Cette consigne syndicale est adressée à toutes les Directions d'Etablissement et à la Direction Nationale.

Conclusions que nous mettrons en œuvre bien évidemment, si vos actes ne correspondent pas à nos attentes qui ont déjà été exprimées au plus haut point, dans les tables rondes au niveau national et dans toutes les conférences téléphonées.

J'en terminerai en vous disant que vous connaissez notre proportion à donner les suites à ce que nous disons et voir à passer à une étape supérieure pour faire respecter les droits collectifs et individuels des cheminots.

M. Pascal OZENNE (CFDT) : En premier lieu, j'aimerais excuser Caroline LANTZ, qui était prévue à cette réunion et qui a dû se rendre en urgence sur l'accident malheureusement mortel de Vendenheim et au pied levé.

Plusieurs choses, en ce qui concerne la CFDT Cheminots, il est évident que nous ne souhaitons pas faire de la réunionite pour faire de la réunionite ; la situation du Pays est suffisamment grave pour nous allions au but.

Mon collègue, Monsieur CATIAU avait demandé si l'Inspecteur du travail et si un Médecin étaient présents à cette réunion : leurs avis seront très utiles.

En tout état de cause, il est important que sur l'ensemble des Etablissements de la ZP soit appliqué les mêmes mesures de confinement pour la protection des agents.

C'est-à-dire, la réalisation exclusive des travaux urgents uniquement, tous les autres personnels et selon les directives nationales doivent être confinés à leurs domiciles, sous le régime de l'astreinte, ou autre, peu importe les modalités.

L'important est que ne soit sur le terrain que des personnels extrêmement nécessaires. Compte tenu des différents avis que nous avons eus des agents qui nous appellent ; il y a encore des managers qui font du zèle comme souligné par plusieurs collègues.

Nous aimerions que la Direction de ZP envoie des messages nets, clairs et précis sur ce point.

Concernant globalement la désinfection des locaux, et les positions de remises de services, etc ; il serait vraiment important que le service médical puisse apporter une formation rapide aux agents sur les manières de désinfecter les postes lors des remises de services, sur les modalités de lavage des mains efficaces, sur la manière dont on compte gérer l'outillage pour éviter la contamination et sur les véhicules lorsque plusieurs personnes sont amenées à les utiliser.

Pour exemple sur l'Infrapôle Rhénan, ils ont eu la bonne idée d'attribuer un véhicule à un binôme bien défini pour éviter la contamination de différentes personnes sur un même véhicule : chose qui pourrait être pratiqué sur d'autres Etablissements.

J'ajouterai aussi, le Président de la République a déclaré que nous étions « en guerre ! » : en conséquence de quoi il faut appliquer des méthodes d'économies.

A savoir que les gels hydroalcooliques, les lingettes et gels de désinfection, il faut les utiliser avec parcimonie. Il est bien évident que l'ensemble des chantiers ne peuvent pas être approvisionnés à l'instante y compris en masques ; nous savons très bien la pénurie qui existe dans le Pays. Nous savons très bien, la priorité est dans les services médicaux.

En conséquence de quoi, c'est aussi important, et je le réitère qu'uniquement les travaux urgents soient réalisés ; il faut économiser tous ces matériels, il faut tenir dans le temps et ce n'est que le début.

M. Olivier MARTY (Président): Nous avons bien invité le Médecin référent, le Médecin délégué et l'Inspecteur du travail à cette séance même si là, concrètement, ils n'ont pas donné suite, ni connexion.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Vous voyez, nous avons des soucis de connexion. Je reçois des SMS, il faudra vraiment faire un effort, nous ne sommes pas équipés de matériel que nous devrions avoir, pour tenir ces audios ou vidéos conférences : il faudra faire un effort dans les jours à venir.

Je voulais vous dire, aujourd'hui, c'est un constat partagé, nous avons effectivement un droit d'alerte ; il y a un désaccord.

Je voudrai savoir pourquoi la Direction est-elle en désaccord ? Ce qui est demandé ce sont des mesures, il n'y a rien d'extraordinaire dans les demandes.

Je rappelle simplement, encore une fois, je demande votre intervention au niveau des Etablissements, il y en a 3.

Des collègues sont tombés cette nuit sur un chantier à Sarreguemines où on n'a pas respecté les distances de sécurité d'un mètre ; c'est bien marqué. Nous avons aussi des brigades regroupées, comme si rien n'était !

A un moment donné, cela ne peut plus durer ! Ou vous faites quelque chose ou je pense que cela va remonter très très haut dans l'Entreprise, moi tout me redescend de ma Fédération et on dit aujourd'hui la ZP NEN c'est la seule Zone de Production où il y a des problèmes.

Il va falloir peut-être réagir là-dessus et aujourd'hui, dites-nous, nous sommes en train de discuter, c'est bien, mais dites-nous pourquoi la Direction est-elle en désaccord avec le droit d'alerte qui a été déposé, parce que nous sommes aussi là pour cela et voir si ce droit d'alerte est maintenu ou non maintenu.

Je tenais à le préciser.

M. Olivier MARTY (Président): C'est bien pour cela que nous sommes réunis et dès que le tour de parole sera fait, j'ai des éléments sur ce désaccord qui vous permettront de vous prononcer.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Nous, au niveau de la CGT, c'est clair, simple et précis, on vous avait demandé de prendre des mesures que vous ne prenez pas.

Notre RS vient de rappeler le sens de la consigne syndicale qui a été faite au niveau de notre Fédération.

Nous avons également donné une consigne spécifique qui explique bien aux agents comment effectuer un droit de retrait et nous, nous allons sur des droits de retraits massifs, globales, partout où vous serez défaillant, puisque vous continuez à vous comporter comme des assassins !

Si cela ne suffit pas, on fera des conférences de presse, on écrira à l'Inspection du travail et puis comme on l'a dit, des droits de retraits, le PV fera foi et tout sera écrit.

Monsieur LARRIEU évoque souvent la chance lorsque l'on parle des accidents du travail et des ESR, vous allez avoir besoin de chance, vous allez avoir vraiment besoin de chance !

La chance ne vous sauvera pas et ne vous dédouanera pas : ce n'est pas la chance qui va sauver les cheminots, c'est les mesures et les décisions que vous prendrez !

Il faut des actes forts et des actes forts vous n'en prenez pas !

Nous, à la CGT nous saurons le faire, je le redis, presse, médias et réseaux sociaux. Tout le monde appréciera et aura une très bonne opinion de la Direction du CSE de ZP NEN !

M. Maurice NOEL (UNSA FERROVIAIRE) : Sur l'Alsace, nous avons 1 semaine d'avance par rapport à vous apparemment dans l'épidémie.

Il faut juste savoir qu'il a des informations off venant d'autres services ou hôpitaux. Il faut bien se rendre compte qu'en Alsace les morgues sont pleines, les services de santé sont débordés.

Mardi il y a eu une journée blanche en Alsace, les agents étaient mis en congés à la maison pour l'instant, mais cela risque de changer, vu les directives qui viennent d'être lancées.

En Alsace, nous venons de passer en non production.

Nous sommes déjà passés au minima au niveau des tournées et ce qui est arrivé ce matin a été constaté suite à une tournée. Les agents sont ensuite confinés chez eux avec une camionnette pour pouvoir intervenir et non pas être contaminés.

Je pense que vous, dans les autres régions c'est ce qui va se passer : la contamination est en train d'arriver.

Si ce confinement n'est pas respecté, si vous ne faites pas les prérogatives, vous serez dans la merde et vous serez comme en Alsace.

Il s'insurge suite à ce qu'il a entendu ce matin et à la prépa UNSA, vous continuez de faire des travaux et ce n'est pas normal.

M. Bruno CATIAU (UNSA - Ferroviaire) : Reprend où il a été interrompu : Le point hebdomadaire ou selon l'actualité mérite d'être au rendez-vous.

Nous l'avions demandé le 3 Mars 2020, nous réitérons donc cette demande avec force. Je pense que cela éviterait, avec tout le respect que je dois à mes collègues SUD RAIL, certaines formes d'incompréhensions ou autre.

On se doit mutuellement la transparence, ce n'est pas lui que le dit, elle est également valable sur le champ politique, sur le plan médical.

Un point régulier au niveau de la ZP NEN mais également un point comme il est fait au niveau de la CSSCT sur l'Alsace avec une redescende des informations.

Je pense que nous avons tous à y gagner collectivement ; cela lèverait beaucoup de suspicions, de craintes et d'inquiétudes.

Il nous faut ce point le plus régulièrement possible, ce serait un des leviers et il y aurait aussi cette transparence.

Nous avons des collègues avec certaines pathologies : il faut qu'ils sachent qu'ils doivent être préservés ; maintenant il n'a pas la réponse, comme il l'a dit tout à l'heure, toute pathologie relève du secret médical.

A un moment donné, l'Entreprise doit savoir : cela signifie que les médecins du travail sont aux premières loges pour préserver ces agents-là.

Est-ce que la médecine du travail sait, à son avis, oui, que des agents ont des pathologies pandémique (type hypertension, diabète...) ? Savent-ils qu'ils doivent tous être retirés et le sont-ils ?

Il faut qu'il y ait une association systématique entre la Médecine du travail, les agents et l'Entreprise que vous représentez et évidemment les membres C2SCT : ils sont acteurs.

Il est désolé des conditions techniques, situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles, mais nous avons tous à gagner, Monsieur le Président, à échanger ensemble et de façon la plus régulière et pourquoi pas de façon quotidienne, un point quotidien, tous les jours doit être fait.

Je vous l'ai dit, la CASCT Alsace est capable de faire un point quotidien, toutes les autres C2SCT doivent être également dans la même configuration.

Il faut que l'on avance ensemble !

M. Nicolas VUILLAUME (CGT) : Je vous informe que j'ai déposé hier soir un droit d'alerte sur l'Infra Est Européen car les agents m'ont envoyé des photos ; les lingettes fournies par l'Etablissement sont des serpillières jetables St Marc.

Je viens de recevoir un mail de la personne qui s'occupe de l'enquête, il a envoyé à l'Inspection du travail des photos ; comme quoi les agents avaient des lingettes.

Au bout d'un moment il va falloir arrêter, essayez de respecter les agents !

Aujourd'hui, des droits de retraits ont été effectués au niveau de l'Infrapôle Lorraine parce que les préconisations sur les mesures d'écartement ne sont pas respectées.

Il y a également des agents de la Brigade de Bening qui m'ont contactés en me disant qu'ils faisaient de la toilette d'hiver : ils rebouchent les cases qu'ils avaient dégarnies avant la période hivernale pour laisser la neige descendre correctement.

En même temps, je voudrai savoir quelles sont les tâches indispensables pour la circulation des trains, remettre du ballaste au niveau des aiguilles, il faut arrêter au bout d'un moment.

J'attends une réponse de votre part : quelles sont les tâches indispensables pour la circulation des trains ?

Quand j'entends que sur Woippy on change les traverses avec l'Entreprise FERROTECH ; je ne pense pas que ce sont des tâches indispensables à la circulation des trains. Les traverses auraient dû être changées depuis longtemps.

J'attends une réponse de votre part ; si c'est possible directe, pour connaître les tâches indispensables pour la circulation des trains.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Demande les plans de continuité de l'activité en cas de pandémie sur chaque Etablissement, sur les tâches essentielles, qui sont prévues, que vous avez prévues de faire effectuer. C'est à la charge des Directeurs d'Etablissements de faire un tel.

En tant qu'élu, nous demandons à bénéficier de l'ensemble de ceux des Etablissements de la ZPN pour essayer d'y voir plus clair. Dedans sont repris les responsabilités des DET lors de pandémies ; ceci est une première chose.

Ces éléments ont été demandés hier, nous n'avons toujours rien. Nous sommes dans l'incapacité de pouvoir effectuer notre travail syndical.

Les cartes de circulation Monsieur MARTY, en tant qu'élus nous n'avons aucune carte de circulation pour passer les barrages gendarmes et policiers ; cela a également été demandé par le Secrétaire hier.

C'est le reproche que nous vous avons fait.

Sur Mobilités les ASCCT sont quotidiennement en télé conférence avec la Direction pour voir point par point ce qu'il y a à améliorer : chose qui n'a pas été faite sur la ZP NEN.

Tout a été provoqué par des CSE Extras, par des droits d'alertes et cela nous fait travailler dans l'urgence.

Je rejoins également la demande par rapport à un CSE Extra pour bénéficier sur l'ensemble de la ZP NEN de points réguliers sur la situation sanitaire ainsi que les mesures qui sont prises.

La Fédération SUD RAIL dénonce la différence qui existe entre les précautions qui sont faites, entre les agents de Mobilités et les agents Réseau : Réseau est à la ramasse !

La délégation SUD RAIL regrette, aussi bien lors de l'enquête qui a été effectuée, aussi bien aujourd'hui dans le cadre d'un CSE Extra, suite à droit d'alerte où les conditions ne sont pas réunies pour le lever : l'absence du Président.

Où sont les priorités de notre Président de CSE ZP NEN, quand sur des sujets comme ceux-là : sa non présence est un manquement !

Maintenant, il serait bien d'atteindre l'huissier, de bénéficier de vos réponses sur l'ensemble des interventions qui ont eu lieu et de commencer peut-être par le point 1.

Peut-être qu'aujourd'hui, vous allez enfin nous apporter des réponses qui permettront de lever ce droit d'alerte. C'est dommage d'en arriver là pour ce droit d'alerte.

M. Régis RAWOLLE (UNSA FERROVIAIRE) : Les agents Télécoms de l'Infralog Lorraine sont actuellement confinés à la maison pour répondre aux problèmes d'urgence, d'astreinte.

Ce matin, on vient de leur annoncer qu'à partir de demain, ils attaqueront la maintenance des lots critiques Télécoms. Ils seraient en horaires décalés pour ne pas se croiser et à 2 par véhicule.

Les lots critiques en maintenance Télécoms, cela ne reste que de la maintenance et cela n'empêche pas les trains de rouler, cela ne met pas de limitation de vitesse.

Je voudrais que vous interveniez, il faut des lignes précises de la Direction pour que toute sorte de maintenance qui n'est pas indispensable à la circulation des trains soit suspendue et que les agents soient confinés chez eux et que l'on n'attaque pas la maintenance en Télécoms.

M. Olivier MARTY (Président): Côté micro nous ne pouvons entendre M. BAETENS (SUD RAIL), il a donc fait passer un message que Madame RAULT va vous lire.

Mme Agnès RAULT : Monsieur BAETENS demande que les EIC fassent un point sur les mesures prises sur les chantiers, télé travail et notamment sur l'Infralog National.

C'est sa demande et nous en prenons note.

Mme Sylvie KAMMERER (UNSA FERROVIAIRE) : Pour apporter ma contribution sur ce qui se passe dans la Région Alsace actuellement.

Il faut savoir que le principe général, c'est de ne conserver que le personnel minimal et indispensable, que ce soit dans les postes ou lorsqu'il y a un couple agent circulation/ aiguilleur : l'aiguilleur est systématiquement figé.

D'autre part, dans certains postes qui travaillaient en 3/8, on essaie de passer en 2/8 dans la mesure du possible.

Pour exemple, la CCR Alsace où il y a en temps normal 14 agents ; on tourne actuellement avec 7 agents.

Les bureaux horaires locaux ou horaires régionaux sont constitués en équipes ; ils travaillent toujours ensemble mais ne rencontrent pas l'équipe adverse. Il y a une équipe A et équipe B en quelque sorte. Nous constituons des roulements étanches qui essaient de ne pas se croiser à la relève.

Bien sûr, tout ce qui est stagiaires, alternants, formations restent chez eux.

Pour l'Infrapôle, seule la sécurité des circulations et les faits graves sont pris en compte pour travailler.

Nous avons mis beaucoup de choses en place : nous avons 1 jour sur 2 une réunion actuellement en télé conférence RPX et le jour suivant une réunion C2SCT en alternant 1 jour sur 2.

Nous avons également, tous les jours un rapport écrit du référent pandémie en Etablissement.

Nous avons d'autres choses qui sont mis en place mais qui ne lui viennent pas comme cela.

Je pense qu'il faut s'inspirer de ce qui est fait chez nous parce que les choses s'aggravent.

Elle aimerait que la Direction intervienne et prenne la parole et nous dise ce qui va être fait car mise à part de distribuer la parole depuis 1 heure ; elle n'entend pas grand-chose sur les mesures qui vont être prises par la Direction pour imposer aux DET de se mettre en ordre de bataille.

M. Olivier MARTY (Président): J'ai donné un tour de parole, je ne voulais pas empêcher un élu de parler, sachant que je réinterviendrai pour la partie générale.

J'ai des choses à vous dire sur les points particuliers du droit d'alerte qui sont en désaccord, suite aux documents qui vous ont été donnés, par rapport à telle ou telle mesure. Nous allons y venir.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire): Effectivement, Monsieur BAETENS demande des choses, mais je vais vous rappeler, un mail que je vous ai envoyé à 10 h 04 hier, qui dit :

« Bonjour, j'aimerais connaître les mesures prises, mises en œuvre sur chaque Etablissement ainsi que le nombre de cheminots devant travailler dans cette période, leurs postes et leurs missions »

Au moment où je vous parle, je n'ai toujours rien, vous faites comme si on n'existait pas, comme si on ne demandait rien, nous n'avons aucune information.

Je vous redis, les élus doivent avoir la vision globale de ce qui se passe, les postes, les missions de chaque agent, parce que c'est à nous aussi d'analyser si les agents que vous mettez au travail, si cela relève de l'urgence, de l'obligation ou pas.

On ne peut pas rester aveugle comme cela : ceci est la première des choses.

Je vous demande d'une manière très rapide, aujourd'hui de faire un point au Secrétaire de toutes nos demandes pour que l'on puisse aussi en informer les élus.

Deuxièmement, je vous ai demandé la libre circulation des élus et des membres de la CSSCT, car je vous ai encore dit, au téléphone avec votre service, que s'il y a quelque chose de grave qui se passe : il faut que l'on puisse se déplacer. Vous nous le devez !

A part Monsieur LARRIEU qui nous répond que vous allez étudier les choses : STOP !

Monsieur LARRIEU, il n'est plus dans les murs, je l'ai eu au téléphone ce matin, il m'a dit que normalement son successeur devrait arriver plus tôt que prévu, c'est-à-dire lundi. Mais en attendant, je pense qu'effectivement, sa place devrait être ici, au vu de la situation.

Ensuite sur les véhicules, j'entends que dans certains Etablissements on met des agents à 2 voir à 3 dans les voitures et on indique que s'il n'y a pas les 1 mètre les agents n'ont qu'à tourner la tête pour ne pas se regarder ». Vous plaisantez !

Là aussi, vous allez prendre des mesures pour que les gestes soient respectés et qu'ils soient à distance de 1 mètre. Dans une voiture, je ne pense pas que cela puisse être possible.

Au regard de ce qui s'est dit, je vais vous demander un point téléphonique avec les élus. J'aimerais que vous fassiez une réunion téléphonique dans la semaine avec les membres et les Président de CSSCT et les élus.

Nous aussi nous voulons entendre ce qui se passe ; les CSSCT sont en proximité, qui d'autres mieux qu'eux savent ce qui se passe sur leur proximité et ce sont les Présidents qui mettent en œuvre les mesures prises par la Direction SNCF : ceci est la demande du Secrétaire.

M. Olivier MARTY (Président): M. STIEGLER (CFDT) avait un message, je laisse Madame RAULT vous le lire.

Mme Agnès RAULT : Monsieur STIEGLER nous demande d'intervenir en son nom, pour nous dire que la situation sanitaire est beaucoup plus grave dans les médias en Alsace.

Il demande à l'Entreprise de prendre des mesures beaucoup plus strictes sur la circulation des trains, la circulation des trains ne doit pas être la priorité.

Il demande aucune sanction si des erreurs de sécurité ont été commises par des agents actuellement.

M. Bruno CATIAU (UNSA - Ferroviaire) : Je ne vais pas réitérer les propos du Secrétaire et de Vincent PINOT (SUD RAIL).

Je rappelle simplement que la mesure dérogatoire qui était demandée par le Secrétaire, par mail, hier matin relève juste d'un échange qui a eu lieu entre les Organisations Syndicales et François NOGUET, DRH du Groupe Public Unifié.

Dans un but, non pas de faire des tournées, il est hors de question de faire des tournées ; cela a été rappelé par le Secrétaire, c'est juste en cas d'accident, nos collègues Alsaciens paient aujourd'hui un lourd tribut à la suite de l'accident dramatique.

Il faut aujourd'hui, Monsieur MARTY, que vous ayez une réponse. Je sais que vous allez amorcer la pompe des réponses. Il faut que vous donniez réponse sur le sujet de cette mesure dérogatoire ; nous sommes en guerre comme nous le disons tous.

Il faut que vous laissiez dans les situations extrêmes, comme aujourd'hui en Alsace, et je ne souhaite pas que cela soit le cas ailleurs ; il faut que les élus puissent être libres de tous mouvements dans ces circonstances pénibles.

Je rappelle que c'est un échange avec François NOGUET, personnage digne de confiance et d'écoute de la part de chacun.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Juste une demande, nous pour les véhicules, le Secrétaire a évoqué les difficultés avec les véhicules.

C'est clair un véhicule 2 places, c'est un 1 agent c'est tout ! Un véhicule 3 places, c'est 2 agents et les autres véhicules comme les camions qui ont une banquette à l'avant et une à l'arrière, on peut admettre 3 agents.

L'idéal est aussi d'avoir des véhicules dédiés.

S'il n'y a pas ces conditions : 2 agents dans un véhicule classique normal : ce n'est pas possible !

Si vous ne respectez pas cela nous allons appeler les agents à faire des droits de retraits !

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Par rapport à l'intervention de Monsieur STIEGLER où Madame RAULT a fait la porte-parole ; nous à SUD RAIL, je pense que c'est pareil pour les autres OS nous avons des membres CSSCT qui ne sont pas dégagés de la production.

Nous avons des membres CSSCT qui actuellement travaillent, qui actuellement doivent répondre à un standard téléphonique en même temps qu'ils doivent exécuter leurs missions de sécurité !

Voilà où nous en sommes, Monsieur le Président, à l'heure d'aujourd'hui.

Actuellement des membres CSSCT ne peuvent se faire dégager de la production ; vous avez donné les moyens temps qui sont donnés.

Aujourd'hui ils sont au travail, leur mission de membre CSSCT. Si vous faites de la mauvaise organisation face à la pandémie et en même temps de sécurité.

Nous demandons que l'ensemble des membres CSSCT soit dégagés de la production et puissent exercer correctement leurs missions de CSSCT surtout si vous prenez des mesures avec la tenue de télé conférences téléphoniques, quotidiennes qui soient mises en place pour qu'ils fassent leur rôle de préventeur auprès de chaque Président CSSCT.

Nous notons ce qui est mis en place en Alsace ; n'attendons pas que la pandémie soit dans chaque région comme au niveau de l'Alsace pour prendre les bonnes mesures qui d'après ce que l'on entend sont mis en place actuellement.

S'il y a quelque part des choses d'intelligentes à mettre en place, soyons intelligents, prenons les mêmes mesures, même si le niveau sanitaire de pandémie n'est pas au même niveau ; cela évitera peut-être d'en arriver à la situation extrême qu'ils subissent.

M. Olivier MARTY (Président) : Des points généraux, sur la marche de l'Entreprise, que vous avez cités.

Il y a des points particuliers et qui font référence à des points de désaccords qui font que nous sommes réunis aujourd'hui suite au droit d'alerte.

Il y a des points de fonctionnement, en termes de dialogue et d'exercice des missions des élus.

Sur l'ensemble de vos interventions nous sommes sur ces points.

Bien sûr, je vais en venir aux points de désaccord qu'il faut traiter puisqu'il y a des choses qui ont pu évoluer sur le droit d'alerte.

Sur le point général : je peux vous dire que l'Entreprise se configure par rapport à la situation. La réduction de la production et la présence sur le terrain se fait jour après jour.

Le fait de le formaliser, de l'arrêter en quelques mots comme vous le souhaitez : « sur les seules urgences et astreintes » je ne sais pas si c'est ce terme que nous reprendrons, mais dans la journée, dans l'après-midi, après avoir conclu notre CSE ; je m'engage à ce qu'il y ait un message explicite donné par le Directeur de la Zone de Production qui l'engage.

Ce que nous faisons par rapport à la situation : la situation sanitaire est connue et nous ne sommes pas dans le déni.

Ceci est sur l'organisation générale, en parallèle, le plan de transport se réduit fortement de jour en jour. Cette réduction va s'accompagner d'un allègement des besoins de présence sur le terrain.

Y compris, si nous en arrivons à fermer des lignes, sur la circulation et évidemment sur la présence Infrapôle ; nous aurons cet effet-là dans l'augmentation de notre capacité à confiner le maximum de personnel qui est à la mesure salubre générale du Pays. Eclaircissement plus explicite dans l'après- midi.

Sur les points de désaccord dont certains ont été rappelés dans vos interventions. Je vais reprendre ce qu'il en est avec les éventuelles évolutions.

Sur le 1^{er} point : les relèves pour les croisements aiguilleurs/agents circulation. Dans les mesures prises, il y a celles que l'on a précisées dans le texte : l'application des gestes barrière, la limitation au strict nécessaire à la remise de service, pas de contact, prendre ses distances. La situation de postes particuliers amène à l'étudier localement et bien sûr les mesures d'hygiène.

Cela a été évoqué dans les interventions, on est en train d'alléger les présences en personnel où c'est possible pour transformer l'exercice du métier en pratique seul là où il y avait 2 agents ou d'autres nombres lorsque l'on est dans des postes plus importants, pour limiter au maximum, à la fois la présence et à la fois le fait d'avoir cette nécessité de remise de service.

Ceci était pour le 1^{er} point de désaccord.

Sur les transports en commun : nous avons mis pour limiter au maximum les déplacements en transports en commun : on supprime les déplacements en transports en commun et on met à jour la mesure, c'est ce qui a été souhaité par les élus dans l'enquête.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Est-il possible par rapport à ce que vous avez précisé au point 1 que les élus présents puissent réagir en donnant leur accord sur les nouvelles

prescriptions que vous nous donnez, ou désaccord et que les désaccords puissent être notifiés et explicites ?

M. Olivier MARTY (Président): Cela me convient, si cela rend le débat plus clair.

1^{er} point relève dans les postes : je vous laisse la parole si vous souhaitez intervenir.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL): Aujourd'hui, nous resterons en désaccord sur les mesures.

Hier encore, nous avons des coups de fil d'agents circulation qui ne savaient toujours pas comment ils devaient se remettre le service entre eux : les consignes ne sont pas passées.

Il est anormal, depuis la sortie du temps réel N° 28 de vendredi dernier, soit 4 jours, nous sommes pratiquement au 5^{ème} jour du temps réel que les agents circulation dans certains secteurs ne savent toujours pas comment se remettre le service. Nous en sommes là, Monsieur MARTY.

Ensuite, vous êtes passés au point 2, mais vous n'êtes pas revenu concernant les métiers de l'Infra, dans le point de désaccord, nous notions : « la Direction ne stoppe pas les chantiers non nécessaires à la bonne marche du service public ».

Nous demandons pour les métiers de l'Infra qu'ils n'interviennent qu'en cas de situations nécessaires, c'est-à-dire, sous forme d'astreinte.

Encore aujourd'hui, des agents sont en brigades pour faire du nettoyage d'outils. Nous demandons à ce que cela soit stoppé et qu'ils soient renvoyés chez eux, qu'ils y restent sous forme d'astreinte juste en cas de problème, pour la bonne marche du service public.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Votre introduction sur les problèmes de situations générales. J'ai essayé de noter votre phrase : je n'ai rien compris.

Vous avez dit, l'Entreprise réduit la prod chaque jour, le fait d'arrêter l'astreinte dans la journée est qu'il y aura un message explicite sur ce que nous ferons par rapport à la situation et nous ne sommes pas dans le déni.

Cela ne veut rien dire !

On ne sait pas si vous donnez des consignes pour laisser tout le monde à la maison et ne faire sortir que les agents de la prod ! Cela ne veut rien dire !

M. Olivier MARTY (Président): Effectivement la liaison devait être dégradée, je n'ai pas parlé d'arrêter l'astreinte.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Ce n'est pas ce que j'ai dit !

M. Olivier MARTY (Président): Alors, mal compris de mon côté.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Je recommence, vous avez dit : l'Entreprise réduit la prod jour après jour et que vous donnerez des consignes explicites concernant l'astreinte et comment vous allez vous organiser.

Je répète clairement, vous n'avez pas dit ce que vous allez faire !

M. Olivier MARTY (Président): La manière d'expliciter ce que traduit pour l'Infrapôle, l'Infralog sur le sens de compléments de questions.

La production doit rester uniquement pour assurer la continuité du service des circulations qui nous est demandé par le Pays.

L'explicitation de ses conséquences, on vous la donnera dans l'après-midi de manière claire. Il faut que l'on assure un tour de l'ensemble de la Zone de Production pour vous la donner.

On est clairement vers un effet de très forte réduction pour tenir compte des consignes sanitaires ; nous sommes sur ce point.

Je vous dis que cela mérite de formaliser clairement ce que sera le message ; il ne suffit pas de quelques mots à l'oral, de ma part, lors de cette réunion téléphonique pour l'expliciter.

Le sujet à fortiori est pris en compte et nous vous le ferons savoir.

Cela était pour le complément de désaccord qui avait été soulevé par Monsieur PINOT qui débordait des agents circulation aiguilleurs mais qui est important ; ce point 1 pour lequel j'ai entendu des désaccords, du côté des élus de SUD RAIL.

Il souhaite savoir si d'autres souhaitent s'exprimer, peut-être à partir du moment où certains se seront exprimés, il y aurait, en sens inverse certains accords, sinon nous resterons sur un désaccord.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Monsieur MARTY, on reste sur un désaccord ; c'est une chose.

Aujourd'hui, qu'est-ce que vous prenez, vous, comme mesures parce que depuis ce matin on fait du blabla et nous n'avons pas avancés.

Des choses sont dites sur l'ensemble du sujet, on m'envoie encore des SMS à l'instant sur Blainville qui est l'Infrapôle Lorraine : les agents n'ont pas de lingette !

C'est quand même une honte, quand on voit depuis le temps que l'on vous demande les choses.

Aujourd'hui, il n'y a pas de directive de la ZP NEN, pas une directive qui dit : vous êtes autorisés à faire ça et il est interdit de faire cela.

Il va falloir prendre des décisions et il va falloir écrire !

Aujourd'hui, à part les consignes syndicales et les comptes rendus de ce qui s'est passé au National, nous n'avons aucune directive de la ZP NEN.

Vous renvoyez aux Etablissements et les Etablissements ne font pas tous le boulot et aujourd'hui, ce sont nos agents en bas qui se retrouvent dans cette situation. Nous vous l'avons rappelé, nous sommes constamment au téléphone.

Je suis, comme beaucoup, très meurtri par ce qui s'est passé ce matin. Je le dis comme je le pense ; faire une tournée de surveillance dans la période alors que nous vous avons dit qu'il ne devait y avoir aucune opération de maintenance et que les cheminots devaient être là pour faire l'urgence. C'est une honte pour l'Entreprise !

Je reste très prudent sur ce qui s'est passé ce matin, mais faire une tournée de surveillance alors que nous avons dit qu'il faut garder un minimum de cheminots pour faire juste l'urgence et plus de maintenance. Quand on apprend qu'il y a eu cette nuit des chantiers où rien n'est respecté, notamment la distance d'un mètre, ni le nombre d'agents, deux brigades complètes ont été appelées pour faire des opérations non essentielles.

Aujourd'hui, il n'y a pas d'urgence. Là, on est en train de faire de la production. A un moment donné, j'attends de votre part un écrit que vous adressiez aux Directeurs avec copie au Secrétaire sur ce que vous comptez faire avec des règles claires parce qu'il n'y a rien d'écrit.

C'est bien de nous dire, nous restons sur un désaccord, ce n'est pas ce que nous vous demandons, c'est de prendre des mesures pour nos agents et si vous ne les prenez pas ; nous, nous allons les prendre !

M. Pascal OZENNE (CFDT) : Effectivement, nous avons bien pris note que cet après-midi un courrier va clarifier la position de l'Entreprise pour l'ensemble des Etablissement de la ZP NEN.

Plusieurs points néanmoins que je souhaite relever par rapport au débat qui a eu lieu jusqu'à présent :

1^{ère} point : comme on l'a déjà dit, et en Alsace en particulier, la situation sanitaire est extrêmement grave et je pense que le reste de la ZP, d'ici quelques jours va avoir les mêmes problèmes que nous, si les mesures de confinement strictes ne sont pas respectées.

C'est pourquoi, nous réitérons cette demande, qui est très importante, à savoir de ne faire exécuter que les travaux strictement urgents.

2^{ème} point : en ce qui concerne spécifiquement l'Alsace, nous avons eu ce matin un accident. Tout à l'heure Monsieur STIEGLER avait demandé, en cette période assez particulière, qu'il n'y ait pas de sanction à l'encontre des agents qui auraient commis des fautes de sécurité.

J'aimerais que vous reveniez sur ce point et que vous donniez votre avis pour engager la ZP, pourquoi, parce que, vous imaginez qu'actuellement les agents sont dans une situation de stress très particulière : il y a l'aspect professionnel et personnel, avec le confinement, avec des personnes qui sont impactés dans leurs familles avec des décès, des personnes malades.

Le facteur humain actuellement prend tout son sens dans le cas éventuel d'accident et pour lequel nous vous demandons d'être indulgent.

Il faut rester professionnel, mais en ce moment, il y a une situation exceptionnelle qui mérite votre indulgence.

La Direction, ici, au niveau de l'EIC Alsace et de l'Infrapôle Rhénan est aussi complètement à bout. Tout le monde est sur le pont, tout le monde travaille d'arrache-pied sans arrêt.

Il faudra bien sûr, des mesures claires annoncées cet après- midi pour soulager au maximum tout le monde.

3^{ème} point : j'ai entendu les problèmes de relèves d'équipes, de véhicules pour lesquels il pourrait y avoir contamination : nous aimerions avoir une intervention du Médecin pour qu'il nous explique quelles sont les bonnes méthodes : pour désinfecter les postes de travail, désinfecter les véhicules, désinfecter l'outillage et former les agents convenablement au lavage des mains. C'est indispensable !

4^{ème} point : en ce qui concerne le problème des lingettes, il y a des problèmes d'approvisionnement.

Vous savez tous qu'il y a une pénurie globale sur le territoire ; la priorité va aux hôpitaux, nous n'avons pas forcément tout le matériel nécessaire. Il existe des méthodes palliatives de médecine de guerre pour désinfecter.

Je demande à ce que le médical renseigne les agents sur les méthodes alternatives pour désinfecter des postes de travail, à défaut de lingettes et de gels hydro alcooliques.

Il existe des produits et des méthodes alternatives : il faut que les agents soient renseignés.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Monsieur MARTY, vous décalez constamment ce que vous avez à faire.

Il y a eu un CSE Extra, vous aviez dit que vous donneriez des suites ; il n'y a pas eu de suite, pas de point hebdomadaire de fait.

Sauf un, mais c'était pour nous dire ce que reprenait le temps réel n°28 qui sortait une heure après par mail : chose que nous savons faire. Ne vous inquiétez pas, nous savons lire !

Nous sommes sur un CSE Extra pour droit d'alerte non levé : vous connaissiez les points bloquants et aujourd'hui, en CSE Extra téléphonique vous nous renvoyez à plus tard. Non, vous êtes Président du CSE NEN aujourd'hui.

Aujourd'hui, vous devez être en capacité de nous dire quoi, pour que l'on puisse relayer le message. Pour que l'on puisse relayer sainement le message. Là, vous renvoyez à plus tard, à plus tard. Sachant, que chaque décision que vous prenez Monsieur MARTY, le temps que cela redescende et le temps que cela soit compris, on prend à chaque fois 48 heures de retard sur les décisions qui sont prises.

Preuve en est, aujourd'hui, l'ensemble des agents circulation ne savent pas de quelle façon ils doivent se remettre le service pour éviter toute contamination. Pourtant cela date

du temps réel de vendredi : nous sommes aujourd'hui mercredi et les agents se posent toujours la question.

Il me semble assez clair, que sur les désaccords, vous pouvez nous répondre clairement sur le sujet.

Là, à ce moment précis, est ce que les équipes de l'Infra, qui sont aujourd'hui au travail pour du nettoyage d'outils rentrent ils chez eux : oui ou non pour se mettre en confinement et ne répondre qu'à des messages d'urgence, sous forme d'astreintes maison ?

Vous devez, là, être en capacité de nous répondre sur ce sujet !

M. Dominique SENS (CGT) : J'attends avec impatience comme beaucoup votre note qui devrait décliner les décrets édictés au plus près des réalités du terrain que tout le monde témoigne encore aujourd'hui.

Nous réagirons vite si cela ne correspond pas à nos attentes comme je le disais dans ma première intervention.

Effectivement, sur ce droit d'alerte, nous pouvons être en accord avec vos propositions qui sont en l'état ; peut-être que cela va continuer de progresser mais j'attends aussi que vos directives aux Etablissements soient réellement appliquées et que vous soyez réellement en position de faire appliquer vos décisions même si celles-ci ne nous convenaient que partiellement en référence aux désaccords persistants entre la Fédération CGT Cheminots et la DRH Nationale : Monsieur NOGUET qui a été cité.

Je rejoinx les demandes concernant l'Alsace et demande d'anticiper une situation sanitaire qui va évoluer en ce sens sur les autres régions de la ZP NEN.

Vu la tournure, et sans préjuger de vos réponses et de la note que vous allez éditer, je pense que ce droit d'alerte ne sera pas levé ; nous en connaissons tous les conséquences pour l'instance mais aussi l'intérêt pour les agents de la ZP NEN qui pourront s'appuyer sur ce droit d'alerte.

M. Jean Marie MUTEL (CGT) : Je rejoinx tout ce qui a été dit. Cela fait 12 jours que nous vous alertons : vous avez beaucoup de droits d'alertes, beaucoup d'agents qui exercent leurs droits de retraits.

Vous ne découvrez pas les problèmes aujourd'hui ; ces derniers avaient déjà été largement évoqués lors du CSE du 3 Mars 2020 ; Blablacar vient d'arrêter ses activités ainsi que Blablabus mais le blabla MARTY continue !

Puisque nous sommes dans le domaine du transport, j'espère que vous avez assez de lingettes sur ZP NEN pour désinfecter les trottinettes.

Je vous dis que c'est inadmissible, concernant la note que vous devez écrire, je vous donne 15 minutes pour nous la présenter !

M. Olivier MARTY (Président): Monsieur MUTEL, la configuration de la réunion m'empêche de relever ce que vous venez de dire, qui est personnel et qui est absolument hors de propos dans les circonstances actuelles.

Je vous ai dit pour la note dans l'après- midi ; on ne fonctionne pas sous 10 minutes ou sous ¼ d'heure alors que c'est l'ensemble de la ZP qui est questionné.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Cela concerne effectivement le fonctionnement de la ZP NEN mais cela devrait déjà être fait depuis au moins une semaine.

Cela fait X jours que nous vous questionnons, nous vous envoyons des messages, des mails, des appels téléphoniques et vous n'avez rien fait !

Je vais saisir l'Inspection du travail, l'ensemble des inspecteurs du travail pour leur dire ce qu'il en est aujourd'hui. Il y a des mesures qui doivent être prises.

Actuellement, les agents ne sont pas bien dans leur tête, qu'avez-vous fait pour prendre des mesures ? Quand ils sortent travailler qu'avez-vous pris comme mesures pour savoir s'ils sont attentifs ou pas suite au COVID 19 ? Vous n'avez rien fait !

A un moment, oui le fonctionnement de la ZP NEN ne se règle pas en 2 minutes mais cela fait une semaine que vous devez le régler.

Je vous demande d'agir maintenant !

M. Olivier MARTY (Président) : Je ne peux pas laisser dire que nous n'avons rien fait depuis l'existence de cette crise ; nous n'arrêtons pas de faire évoluer les capacités de conditions de production.

Je note l'opposition que vous avez exprimée lors de vos interventions mais nous ne sommes pas aujourd'hui comme nous l'étions il y a un mois ou deux mois, en situation avant la présence du coronavirus : absolument pas.

Vous avez votre appréciation d'élus, elle est bien sûr enregistrée et vos capacités d'actions que vous avez rappelées : j'en prends acte, mais je ne peux pas laisser dire que rien n'a été fait.

Sur ces aspects- là, qui concernent le volume d'activité et les présences de terrain ; j'ai déjà répondu qu'on allait poursuivre le travail de mise en ligne avec des mesures sanitaires et de restriction de la production : c'est dans ce sens- là, que nous vous le préciserons.

Un autre point, bien sûr, tout le monde est en ce moment dans une situation stressante, et assurez-vous cela n'épargne personne.

Cette situation rentre évidemment dans l'appréciation de tout ce qui pouvait se passer en termes d'événements dans la production y compris les événements sécurité : c'est évidemment pris en compte en facteur humain.

Ça n'amène pas, et ce n'est pas mon rôle de décréter une mesure à priori sur toute instruction quelle peut être d'un élément en termes de conséquences comme la question a été posée en termes de mesures disciplinaires mais il est bien évident que la situation est prise en compte.

Je vous propose de passer à d'autres points sur lesquels j'ai des dispositions qui ont évoluées et qui sont apportées à votre connaissance.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Monsieur MARTY, par rapport aux interventions des différents camarades en ligne, je vais vous rappeler une petite chose ; le point 11 ; quand vous êtes en capacité de mettre en demeure un agent qui se dit psychologiquement et mentalement dans l'incapacité de tenir un poste de sécurité aussi bien par rapport aux risques pour ses collègues et des personnes transportées : vous mettez cette personne en demeure de travailler.

Forcément que derrière, comme le disait les camarades, face à une telle situation, vous mettez les agents en demeure de tenir leurs postes de sécurité. S'il y a des soucis cela n'incombera forcément que de votre responsabilité Monsieur MARTY.

Vous mettez en demeure des agents circulation qui moralement ne se sentent pas dans la capacité de tenir leurs postes de sécurité.

Je rappelle une phrase et c'est la dernière du droit d'alerte : le code du travail vous impose une obligation de résultats en tant qu'employeur en matière de sécurité ainsi que la protection physique et mentale des salariés.

Par rapport au 1^{er} point, répondez- vous de suite : les agents pour la bonne continuité du service public, les renvoyez-vous chez eux par rapport aux risques de pandémie ?

M. Olivier MARTY (Président): J'ai déjà répondu tout à l'heure.

M. Christophe BONNESOEUR (CGT) : Je vous ai bien écouté, je trouve que c'est un scandale c'est histoire ; je vous le dis comme je le pense !

En tout cas, effectivement les élus vous l'ont dit et je vous rappelle le code du travail : L 41.21-1 « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses travailleurs » : vous ne l'avez pas fait !

Nous avons fait un CSE Extra sur le coronavirus, il y a plus de 15 jours.

Ensuite le L 47.11-1 « vous devez mettre en place des attestations, des consignes, des rapports relatifs aux contrôles ».

Comment se fait-il que dans certains postes, il n'y ait pas lingettes : il n'y a rien !

Vous ne faites pas votre travail ! Vous mettez les agents en danger !

A un moment donné, c'est bien beau de faire du blabla, des belles paroles et des belles promesses, mais maintenant : il faut vous bouger !

Cela devra déjà être fait. Le Président a parlé il y a combien de jours !

Vous nous dites je vais faire une consigne cet après-midi ! Vous avez fait quoi ?

Aujourd'hui, vous êtes Président de la ZP ; c'est à vous de prendre vos responsabilités !

Je vous demande et ce que demande la CGT est de mettre les cheminots en sécurité ; maintenant vous arrêtez votre blabla et vous faites votre travail !

A un moment donné, nous n'allons pas passer des heures au téléphone juste pour le plaisir de vous écouter.

Je vous le dis : prenez les décisions qu'il faut prendre et mettez les agents en sécurité.

Ce n'est pas normal que ce soit à nous de vous le dire alors que vous le savez, il faut que chacun soit à 1 mètre, on ne doit pas se parler, il doit y avoir des masques... rien n'est fait.

C'est encore à nous de vous dire que dans un véhicule 2 places c'est 1 personne devant et 1 derrière, pour un véhicule 3 places ; c'est quand même hallucinant !

Cela veut dire que des agents risquent d'être contaminés, de rentrer chez eux et de contaminer leurs familles : où sommes-nous sérieusement !

Maintenant, vous arrêtez votre blabla, vous faites votre travail et mettez les agents en sécurité, vous vous débrouillez.

Nous avons au téléphone des agents qui ne vont pas bien, qui ont la peur au ventre et qui vont au boulot.

J'espère, avec du recul, que l'accident qui vient d'arriver ce ne sont pas des agents qui n'ont pas fait attention parce qu'ils n'étaient pas bien mentalement.

C'est une honte ! A un moment donné, la sécurité des agents prime avant tout !

Demain, si vous avez la moitié des cheminots qui est contaminée, votre production, vous n'y arriverez pas. Prenez les mesures qu'il y a prendre maintenant !

M. Bruno CATIAU (UNSA - Ferroviaire) : Vincent PINOT a évoqué la difficulté psychologique de certains agents, chose que l'on peut comprendre eu égard à la situation.

Je rappelle que nous avons encore une médecine du travail ; les agents doivent aller voir le médecin du travail s'ils ne se sentent pas bien.

Toujours, sur le sujet du médecin du travail, il faut absolument, Monsieur le Président, que le médecin du travail soit désormais présent à la prochaine visioconférence ou téléconférence. Vous n'êtes pas médecin, personne ne l'est.

Il nous faut ce regard, cette pédagogie des personnels de santé : je demande que le médecin soit désormais présent parce que j'estime, la situation extrêmement, grave et inédite.

Vous êtes, avec tout le respect que je vous dois, dépassé par certains éléments où vous ne pouvez pas répondre, même si vous avez des obligations en tant qu'employeur. Je rappelle également aux collègues de ma délégation : la situation que nous vivons aujourd'hui, personne ne l'a vécue où il faut remonter au moment de la grippe espagnole en 1918 ; nous nous retrouvons malheureusement dans une configuration rééditée.

Il nous faut absolument, que vis-à-vis des salariés qui pourraient ne pas bien se sentir, ils puissent aller voir leur médecin du travail ; ils en ont le droit, la médecine du travail est à leur service. La présence du médecin du travail aux prochaines réunions y compris sous forme dématérialisée est indispensable.

C'est un incontournable, nous avons besoin de leurs explications, je ne voudrai pas que le sujet soit interprété à mal, mais au moins qu'il y ait des réponses, qu'il puisse faire le lien entre le médical et le lien dimension entreprise. C'est un appel avec force Monsieur MARTY !

M. Olivier MARTY (Président): La médecine du travail est très sollicitée comme vous l'imaginez dans cette période, tout en ayant, elle-même, comme tout le monde les consignes sanitaires.

Ce qui fait, que tout a été différé en termes de médecine, de rendez-vous périodiques ou équivalents et les échanges avec la médecine du travail sont fait par téléphone ; tous les conseils, tout ce qui peut se faire avec la médecine du travail. La médecine du travail est déjà active dans l'Entreprise par rapport à cette situation.

Sur l'invention générale précédente, depuis que nous avons ouverts cette réunion, il a été répondu sur les précisions que nous allions donner sur la réduction de la production mais je tiens à vous rappeler que depuis que nous avons des évolutions de consignes et de méthodes par rapport à l'épidémie elles sont données dans l'Entreprise. Elles sont relayées et les équipes sont dans le suivi, jour après jour de toutes les évolutions, et de toutes les nouvelles consignes qui viennent.

C'est dans ce sens- là, que je souhaiterai, à moins de se redire à nouveau l'attente que vous avez, que j'ai bien noté, sur la partie générale. Je souhaiterai que nous puissions aborder certains points particuliers qui sont dans le droit d'alerte, car j'ai des choses à vous dire.

J'étais en train d'aborder le 2^{ème} point pour les déplacements professionnels : nous ne commandons plus de déplacement professionnel en transports en commun qui était le point 2. Cette situation ne se fait plus.

Je n'aborde pas les points 3 /4 et 5 qui avaient un accord et je vais directement au 6^{ème} point.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Monsieur MARTY qu'en est-il des agents au niveau du télé travail ?

C'était un point que nous avons mis en point de désaccord sur l'Infralog Nationale, sur la non mise en télé travail de certains agents où il était possible qu'ils y soient et c'était un choix volontaire du DET de ne pas les mettre en télé travail.

Qu'en est-il de cette situation ? Est-ce réglée ou pas ?

M. Olivier MARTY (Président): Sur le télé travail, la généralisation, l'Infralog Nationale en fait partie. C'est le sens du retour que j'ai eu du côté de l'Infralog Nationale : partout où cela est possible on fait du télé travail. Tous les Etablissement sont à la même enseigne.

M. Jérôme DEGAND : Je me permets de compléter votre propos sur l'Infralog Nationale puisque j'en fais partie, je vous confirme bien que la volonté du DET n'est pas de mettre les gens en télé travail. La directive qui nous a été donnée par notre DU est d'être en disponibilité ; voici le terme officiel.

M. Olivier MARTY (Président): Au niveau vocabulaire cela signifie la disponibilité.

M. Jérôme DEGAND : Ce qui nous a été dit : « vous êtes en disponibilité » pas en télé travail. Que fait-on, je ne sais pas à quoi cela correspond ?

M. Olivier MARTY (Président): C'est de rester à la maison qui est l'objectif sanitaire

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Pour reprendre par rapport à votre désaccord sur les mesures de prévention préconisées par les élus.

Qu'en est-il sur les télé conférences possibles avec les membres de la CSSCT ? Elles n'ont pas été mises en place, nous demandons leurs mises en place pour que les solutions soient adaptables localement par rapport aux décisions que vous prendrez.

Qu'en est-il des mises en place de ces CSSCT ?

Comment cela se passe t'il ailleurs ? Les CSSCT de Mobilités sont en relation, chose qui n'est pas faite sur ZP NEN, a priori sauf sur certains secteurs fortement touchés comme l'Alsace. Ailleurs, nous n'avons aucune information de la part des Présidents de CSSCT.

Nous connaissons les cas de coronavirus testés positifs seulement 48 heures après.

Il est urgent que vous vous organisiez sur le sujet et c'est dans les mesures de prévention que l'on préconise dans le droit d'alerte.

Que répondez-vous à cela ?

M. Olivier MARTY (Président): Je souhaite répondre sur la méthode de dialogue et comment on fonctionne une fois vu les points techniques et de désaccord que vous aviez noté.

Vous aviez noté le déplacement dans les trains.

Je voudrai aborder les autres points et je vous dirai après les mesures que l'on précisera pour le fonctionnement en termes de CSSCT et de CSE.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : OK Monsieur MARTY, mais je revenais sur ce point-là qui était au point 1 et que vous aviez déjà passé les points 3/4/5 qui ne posaient pas de souci. C'était avant que vous interveniez sur le point 6.

Je vous rappelle que nous n'avez pas répondu à l'ensemble des questions qui se posent en termes de préconisations telles que nous les avons notées par écrit et qui sont dans le point 1.

Vous y reviendrez après, c'est noté, mais n'oubliez pas d'y revenir !

M. Olivier MARTY (Président): J'y reviendrai, je l'ai bien noté pour y revenir.

Sur le point 6 concernant les administratifs, la règle est bien d'appliquer le confinement.

Les dotations permettant de travailler à distance, il faut faire cela avec du matériel. D'autres moyens de communication, type VPN, sont en cours de déploiement : il y a une

masse à absorber par le système d'informations permettant à tout le monde de se connecter. Nous sommes sur cette protection vis-à-vis des personnels.

Pour ce qui est de gérer la charge de travail et les priorités, les urgences, c'est bien l'encadrement qui s'en occupe avec un soin attentif à la situation de chacun, selon les échéances. Toutes ne sont pas urgentes et certaines sont différables entre la partie commande et la partie alimentation en informations de l'utilisation de la veille.

Je reprends les mesures que nous avons explicitées et nous sommes sur ce point-là.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Le désaccord sur le sujet Monsieur MARTY est que nous refusons que ce soit les agents CPS qui sont actuellement sous la table, font du télétravail tout en gardant leurs enfants ; ce qui normalement n'est pas préconisé. Ils font déjà ces efforts- là de pouvoir commander dans l'urgence le personnel obligatoire qui doit se trouver actuellement dans les postes, etc .

Nous vous demandons d'avoir la certitude que ce ne sont pas ces agents-là qui s'occuperont des EVS alors que cela ne fait pas partie de leur métier.

Pouvez-vous être plus clair sur le sujet, en disant ce ne sont pas les agents CPS qui s'occuperont des EVS sur la solde ?

Cela ne fait pas partie de leur métier. Déjà de par leur métier, ils sont déjà sous la table.

M. Olivier MARTY (Président) : Sur la situation, le principe est que chacun, à la base est dans son métier. La situation étant une situation de crise, il peut y avoir des soutiens entre métiers pour résoudre les situations mais tout en étant dans la bonne gestion des échéances et de l'urgence.

Les CPS dont vous parlez, sont en priorité sur le fait d'adapter toute la commande du personnel à la nouvelle situation. Situation dans laquelle nous avons des personnels qui ne sont plus physiquement au travail.

Nous avons des évolutions de présence dans les postes d'aiguillages qui font que nous sommes en service réduit, qu'il faut en permanence réadapter.

Nous sommes bien sûr, sur le traitement des priorités et après, chaque jour suffit sa peine, sur ce que pourrait être le travail dans les semaines à venir.

A aujourd'hui, je peux déjà définir le type de travail que l'on fera la semaine prochaine ou la semaine d'après et encore plus au niveau des agents administratifs.

Par rapport à l'alerte que vous donnez, nous savons qu'il y a une intention particulière parce que la population est très sollicitée.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Ce n'est pas dans l'immédiat ; mais nous faisons de la prévention !

Comme nous savons que les mesures sont tellement longues à être mises en œuvre sur le terrain ; nous préférons faire de la prévention sur la problématique paye qui va arriver.

Il y a même des messages des régions qui disent qu'il va y avoir des soucis de payes ; voir des payes qui ne seront pas fournies à la fin du mois.

Nous commençons à avoir des mails sur le sujet !

M. Olivier MARTY (Président): Nous sommes sur un point administratif assez délicat en ce moment dans l'Entreprise, qui est parfaitement vrai.

La configuration, la manière de s'adapter à cette nouvelle configuration du côté de l'alimentation de la paye et de la gestion de la paye, est loin d'être évident.

Je ne rentre pas plus dans les détails, je ne suis pas un spécialiste technique, mais c'est fortement délicat.

Le point d'attention que vous avez, nous l'avons aussi et il est réel.

Point présence dans les véhicules de service : Ce point est en lien avec ce qui a été évoqué lors de l'enquête et qui a évolué.

Nous sommes maintenant lorsque nous avons un véhicule à 2 places et pas de place à l'arrière : 1 seul agent : le conducteur

Véhicule avec 2 rangées (5 places) : 2 agents - 1 devant et 1 derrière et pas plus.

Il peut y avoir et cela doit être relativement rare des situations où il y a des banquettes arrière suffisamment larges pour avoir au moins 1 mètre entre 2 personnes. Dans ce cas, ce qui a été évoqué par certains d'entre vous, si nous avons ce respect, on peut avoir éventuellement 2 personnes sur le même rang.

La règle précisée c'est bien 1 par rang et 1 seul si on a un véhicule à 2 places.

Nous rejoignons donc aussi ce qui avait été évoqué dans les précisions du désaccord comme mesures complémentaires à prendre.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : En fait, tout se rejoint Monsieur MARTY.

Par rapport à l'enquête, vous mettez plus de mesures adéquates pour respecter les 1 mètre. Pour cette partie- là, cela nous va bien.

Par contre, on vous avait expliqué : mettre plus de véhicules sur la route engendre des risques routiers. Le risque ; vous ne stoppez donc pas. Vous le stoppez par rapport à la pandémie mais vous ne stoppez pas par rapport à d'autres risques que cela engendre.

Nous nous mordons la queue. Cela revient à ce que l'ensemble des participants qui ont pris la parole ont dit et ceux qui nous écoutent, qui ne prennent pas la parole mais nous envoient des messages pour expliciter certains points.

Supprimez le risque, c'est la base de tout préventeur et laissez au maximum les agents en confinement chez eux.

M. Olivier MARTY (Président): La nécessité de se déplacer sur la route est complètement liée avec le besoin d'interventions sur les installations ; cela fait référence au débat que nous avons eu avant.

Nous ne laisserons sur la route que les agents en déplacements pour les besoins qui sont conservés pour la production. Ces besoins, sont le sens du débat de tout à l'heure : ils doivent être restreints au strict minimum.

Je répondais spécifiquement : au cas où il faudrait se déplacer et il en restera, nous prenons ces mesures là, sur la présence dans les véhicules de service qui était le point 7.

Point suivant : groupe travail, entretiens et utilisation des transports en commun.

Nous nous étions dit dans notre premier échange, tout ce qui est groupes de travail, cela fait partie des réunions : rien ne se fait en présentiel, la plupart des échanges peuvent se faire à distance.

Les entretiens, s'il y a besoin d'utilisations de transports en commun : on reporte.

L'explicitation que nous pouvons faire c'est que dans période, quel que soit le déplacement ou non déplacement : on suspend. Cela fait partie des orientations et remarques mises sur le point de désaccord. On reporte donc tout.

Point partie contact avec les usagers : L'Entreprise avait mis des conditions pour maintenir ouverts des espaces de ventes sur les gares avec les distances de sécurité et des mesures de protection.

Je vous avais indiqué que nous avons, une partie des espaces de ventes qui était fermée pour ce qui nous concerne ; c'est assuré par les agents de l'EIC.

Ce qui a évolué depuis hier, nous avons sur nos 4 EIC, l'ensemble des espaces de ventes qui sont fermés.

Notre situation de contribution à la partie voyageurs commercial, espaces de vente est fermé.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : C'était pour les espaces ventes, on prend note, que vous faites comme à TER et Grandes Lignes : vous fermez les espaces ventes.

Vous vous calez sur les décisions qui ont été prises à ce sujet.

Par contre, il reste l'accès aux quais.

Nous réitérons notre demande, l'accès aux quais est obligatoire pour certains agents circulation ou postes bien spécifiques. Nous demandons que ces agents bénéficient de masques de protection.

Il y a une étude qui est sortie récemment, selon certains scientifiques, le virus volerait pendant 3 heures dans l'air. Ce sont des études qui sont à prendre en compte.

Nous réitérons donc notre demande à savoir que tout agent circulation, qui doit se rendre sur le quai et s'il est susceptible de ce fait de croiser, ou d'être interpellé par des usagers, ait un kit complet de protection dont les masques font partie.

M. Olivier MARTY (Président): Sur la propagation du virus, rien dans nos éléments et informations scientifiques qui nous servent ne font état d'une propagation dans l'air. La propagation est faite par les gouttelettes présentes en cas d'éternuements. Ce sont dans les gouttelettes qu'est le virus. Ce sont ces consignes-là qui prennent mesures de prévention.

Sur les mesures de prévention, la distanciation est l'essentiel. Lorsque des agents doivent sortir ils ont cette consigne- là.

Nous n'avons pas dans les décisions de dotation individuelle la généralisation des masques, y compris pour ce personnel.

Je ne vais pas prendre de décision, dans le sens de ce que vous le souhaitez, j'ai bien noté : nous restons donc en désaccord !

Il n'y a pas de dotation. Aujourd'hui, seuls sont concernés, des agents qui ne sont pas de Réseau mais du monde voyageur et qui rencontrent des personnes contaminées en milieu confiné.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Par rapport au droit d'alerte déposé par la CGT, la situation mentale.

Tous les agents ne réclament pas à bénéficier d'un masque à l'extérieur. Mentalement, cela rassurerait ceux qui en ressentiraient le besoin ; en sachant qu'ils ont cela à disposition.

Les agents SNCF savent, pour les 1 mètre par rapport aux usagers. Les agents sont bien informés.

Demain, nous ne sommes pas à l'abri qu'un usager en colère vienne toiser un agent SNCF en extérieur. Ce dernier pourrait être porteur du virus sans en avoir les symptômes.

Nous vous faisons part de notre désaccord, s'il n'y a pas de kit fourni pour ce personnel pour qui les entières précautions ne seraient pas prises.

M. Olivier MARTY (Président): C'est bien noté, mais la position que je vous ai donnée, est celle de l'Entreprise.

Sachant qu'aujourd'hui, ceux qui circulent dans nos trains sont les seuls qui sont en nécessité de se déplacer pour travailler de par leurs métiers. De leurs côtés, les mesures générales sont également appliquées.

Dans les mesures générales, nous avons le port du masque qui est une mesure, et demandé pour les personnes malades.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Monsieur MARTY, nous nous adressons à vous en tant que responsable.

On s'adresse à vous, car les cheminots sur le terrain ne sont pas confinés, ils ne sont pas en télé travail. Ils sont sur le terrain en train de produire.

Les cheminots lorsqu'ils vont au magasin Leclerc ou Auchan pour faire des achats de première nécessité croisent ces personnels qui eux portent des masques et des gants.

Les cheminots sont des supermans : on ne leur offre pas cette protection qui est apportée à de nombreux métiers qui sont actuellement obligés de rester ouverts.

Vous comprenez l'incompréhension ! Ils sont au contact avec des usagers qui pourraient être porteurs du virus.

Vous n'arrivez pas à saisir la situation.

M. Olivier MARTY (Président): Je comprends, que par rapport à ce que l'on peut observer dans le milieu hors SNCF , j'ai d'ailleurs eu l'occasion de le voir moi-même, on a des gens qui portent des masques ou tous types de masques d'ailleurs dont l'efficacité n'est pas toujours démontrée.

Nous avons également des gens qui mettent des écharpes, des vêtements, juste pour se promener.

Tout porte à penser que des mesures plus générales sont prises par ailleurs mais qui ne sont pas forcément des mesures adéquates.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : On les a les masques, mais mettez- les à la poubelle s'ils ne servent pas.

Les masques ont été fournis dans les UO. On le sait, nous avons eu des documents signés de réception des masques.

Vous allez mourir avec vos cartons.

Regardez ce qui se passe dans le monde Monsieur MARTY, en Asie, comment se fait-il qu'ils ne soient pas aussi touchés ? Eux ils ont l'habitude de porter ce genre de masque au quotidien.

Bizarrement ce sont les pays les moins touchés et vous, vous allez nous apprendre la vie. En France, pas de masque : pas de souci.

Nous avons les masques ; alors permettez aux agents de pouvoir les mettre et de se protéger !

Ce n'est pas comme si nous n'en avons pas, nous allons les jeter dans 3 mois ; ils seront périmés.

M. Olivier MARTY (Président): La situation du Pays aujourd'hui est surtout que ceux qui ont un régime ou il doit y avoir des réquisitions, où il y a des priorités aux services médicaux, les choses ne sont pas si simples que cela.

Vous êtes clairs dans votre demande, la position de l'Entreprise aujourd'hui n'est pas de faire la dotation. Nous restons donc en désaccord.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Nous vous demandons de fournir des masques aux agents qui sont à la production et en contact avec les usagers.

Je vous demande de reformuler votre réponse et de dire que c'est vous, en tant que Président, qui refusez de fournir ces masques que nous possédons.

M. Pascal OZENNE (CFDT) : Vincent, avec tout le respect que je te dois, je crois que nous n'avons pas encore compris. Nous sommes dans une situation d'urgence sanitaire extrême. J'habite à Mulhouse, et je sais de quoi je parle.

Maintenant, plusieurs se sont énervés, je vais hausser le ton aussi.

Les masques ont été réquisitionnés par l'Etat pour fournir les services de santé.

Je te garantis que dans les hôpitaux, il y a bien plus d'urgence à fournir les masques que pour les agents de circulation qui vont prendre leur service. Le risque est extrêmement faible pour un agent de circulation qui se déplace en extérieur, respecte les mesures barrière : 1 mètre de distance, ne serre pas la main, ne fait pas la bise, etc.

Si, nous pouvions arrêter de faire des débats stériles et se concentrer sur le nécessaire. Il y a des urgences vitales !

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Je fournirai ta réponse Monsieur OZENNE auprès des agents qui nous interpellent et qui sont inquiets de cette situation d'être en contact avec des usagers.

Je ne te permets pas de m'interpeler sur le sujet, je parle au Président. Si tu n'es pas content, et que tu en a marre, tu coupes ton téléphone et vas voir ailleurs.

M. Olivier MARTY (Président) : A l'ensemble des élus, tout le monde a droit d'avoir son point de vue et de l'exprimer, tous sont entendables, mais je ne porte pas d'appréciation.

Je m'étais exprimé sur la réponse précédente, sur le fait que la situation dans le Pays amène à des réquisitions et nous sommes effectivement dans cette configuration.

Nous gardons un désaccord tel que vous l'avez exprimé du côté de l'émetteur du droit d'alerte : le désaccord est maintenu.

Je rappelle quand même suite à décision que plus aucun guichet n'est ouvert sur nos 4 EIC.

Sur les gestes barrière : se laver les mains. Ce point-là dans la série de toutes les interventions du début a été abordé par de nombreux élus.

Nous sommes sur un travail permanent d'approvisionnement, de réapprovisionnement, de faire face à des situations de pénurie pour trouver des solutions alternatives.

Lorsque l'on est éloigné d'un point d'eau par exemple : solution savonneuse. Nous réaffirmons l'obligation de pouvoir exercer cette mesure barrière. Le fait de se laver les mains, le fait de pouvoir avoir le nettoyage et qui est impératif.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Si les produits désinfectants ne sont pas sur place : les agents se mettent en droit de retrait, nous sommes bien d'accords, Monsieur le Président ?

M. Olivier MARTY (Président): On ne permet pas une situation de travail si on n'a pas permis d'avoir de quoi exercer la mesure barrière : d'avoir les mains lavées et le nettoyage de l'outil de travail fait.

Cette mesure-là est une mesure d'organisation de l'Entreprise, vous, vous évoquez un droit de retrait ; c'est un exercice individuel lorsqu'un agent détecte un écart par rapport à une mesure importante.

Ce n'est pas moi qui prescris le droit de retrait, moi je donne quelle doit être la mesure qui permet de conserver la situation de travail.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Tout à fait Monsieur MARTY, sachez que dans les agents circulation, il y a des postes où il n'y a plus de lingettes.

Il y a du savon pour se laver les mains mais les lingettes servent pour nettoyer les outils de travail.

Sachez qu'il y a certains postes d'aiguillages où il y a 20 leviers à nettoyer et que les lingettes ne sont plus à disposition.

M. Olivier MARTY (Président): Nous sommes sur un point où il avait des mesures ; c'est à l'Etablissement, de s'organiser y compris localement, pour qu'un moyen soit trouvé pour que le nettoyage soit assuré.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : S'il n'y a pas les mesures barrière avec des lingettes pour nettoyer son espace de travail, l'agent ne pourra pas prendre son service derrière : nous sommes bien d'accords !

Cela sera spécifié dans votre note, en tant que mesure barrière. Si des lingettes ne sont pas à disposition, sur les postes de travail, pour nettoyer les outils, tels que leviers etc, je ne parle pas que du savon.

Vous êtes bien d'accord avec moi, que dans la note, il sera repris que l'agent ne pouvant respecter les mesures barrière, ne doit pas prendre son service. Cela sera bien explicité dans la note !

M. Olivier MARTY (Président): Il faut que l'on puisse assurer les mesures barrière.

Le mode technique peut se faire avec des lingettes mais cela peut être aussi des essuis tout que l'on imprègne de produits qui nettoient ou autres solutions.

Il faut pouvoir assurer les gestes barrière : c'est impératif.

M. Maurice NOEL (UNSA FERROVIAIRE) : En Alsace, nous sommes en avance par rapport à vous.

Nous avons toutes les prérogatives que les autres agents et élus voudraient. Il vous suffit de l'étendre à tout le monde.

C'est assez simple de prendre cette décision aujourd'hui.

L'avenir nous donnera raison ou tort.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) :

Point 11 : Attention de bien prendre en compte le risque mental Monsieur MARTY et de ne pas renvoyer vers un numéro de téléphone de la cellule psychologique tel que cela a été fait sur un agent circulation. La cellule psychologique ne prend pas en compte ce type d'appel.

Etre plus compréhensible et non pas mettre les agents en demeure lorsqu'ils se disent être dans une situation mentale et de difficulté : mais les renvoyer, accepter le droit de retrait.

Les renvoyer vers le médecin de travail pour consultation pour pouvoir en discuter. Bien fournir les informations sur les disponibilités des personnes qui peuvent être reçues par le biais du numéro de téléphone à qui, la personne n'est en capacité de pouvoir répondre.

De bien prendre en compte le risque mental.

M. Olivier MARTY (Président): C'était bien le sens , pris en compte par la Direction et l'encadrement, dans ce cas particulier. Cette sensibilité, on l'a demandé à tous et est clairement liée à la situation.

Ce risque en fait partie, il a été analysé comme cela dans ce que vous avez fait remonter.

Nous savons parfaitement que cela peut se produire ailleurs.

Tout ne repose pas sur le fait de reporter sur la cellule d'appui psychologique, sans se préoccuper nous-même des agents dont on est en responsabilité. Là-dessus, c'est clair.

D'ailleurs, nous ne sommes pas allés jusqu'à la mise en demeure ; il y a eu échange, et aucune suite n'a été donnée.

La prise de note de sensibilité est effectivement intégrée.

Dans le déroulé des débats, nous conservons un certain nombre de désaccords, même si vous avez noté que des mesures avaient évoluées.

Je ne sais pas si certains souhaitent prendre la parole.

Si l'ensemble du dispositif, pour convenir d'un accord, il faut la majorité des élus.

J'ai entendu les différentes interventions : j'en conclus que le désaccord est maintenu.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Je vous avais dit que nous allions revenir sur le sujet Monsieur MARTY, là, on ne va pas couper court.

Vous aviez dit que vous reviendriez sur le point n°1. Que mettez-vous en place sur cette partie du droit d'alerte ? Quelles préconisations de prévention avez-vous mis par écrit ?

Que faites-vous par rapport aux ASCCT sur des réunions qui pourraient être quotidiennes pour les Présidents de CSSCT et avec les élus du CSE ? Que mettez-vous en place ?

M. Olivier MARTY (Président): J'y reviens tout de suite : c'était dans l'écrit.

On va mettre en place, une situation qui est déjà installée sur l'Alsace, à minima qui est de dire : il faut qu'il y ait un contact quotidien, qui puisse se faire, minimum en alterna, entre les RPX pour le périmètre d'un Etablissement avec son DET et (jour A, jour B) avec l'ensemble de la CSSCT à minima.

C'est ce point-là que nous avons entendus sur le fonctionnement de l'Alsace.

Sachant que dans d'autres CSSCT, même si nous ne sommes pas sur ce que fait l'Alsace, aujourd'hui, il y a aussi d'autres manières moins régulières, des diffusions d'informations, des échanges mais nous suivons la recommandation. Il peut y avoir un point quotidien dans un format où l'on puisse alterner RPX/CSSCT pour voir les problématiques d'un Etablissement ou globales d'une zone.

Nous le matérialisons avec les Directeurs d'Etablissements et Présidents de CSSCT.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire) : Ok pour ce point s'il y a des points journaliers on rééquilibre ce point avec les instances de proximité.

Par contre, Monsieur MARTY, pour le point à l'ordre du jour aujourd'hui, il faut quand même que vous fassiez procéder à un vote.

Ce n'est pas vous qui déterminé à un moment donné, au vu de ce que chacun dit, que nous allons rester en désaccord !

Aujourd'hui, vous devez quand même procéder à un vote même si c'est par téléphone et demander si quelqu'un souhaite lever ce droit d'alerte ou le maintenir. Je vous rappelle juste ces quelques règles.

M. Olivier MARTY (Président): Tout à fait, mon interpellation était justement pour redonner la parole aux élus.

Je l'interpréte comme ceci, mais c'est bien à vous de le dire.

Je vais donc procéder au vote et juste après je reviendrai sur un ou deux points de fonctionnement.

Est-ce que certains participants souhaitent exprimer un accord sur ce droit d'alerte

M. Bruno CATIAU (UNSA - Ferroviaire) : Je sonde auprès de mes collègues.

Au vu des réponses que vous nous avez données. Vous avez tenté de répondre avec les moyens qui sont à votre disposition.

Mais surtout comme je l'avais rappelé en début de plénière : il nous manque un grand absent : c'est le médecin.

J'estime, au nom de notre délégation, que nous ne pourrions pas nous exprimer favorablement ou défavorablement sans un éclairage médical aux différents questionnements qui ont été posés dans le cadre du droit d'alerte.

J'estime, au nom de notre délégation que c'est une position intermédiaire car il nous faut cet éclairage scientifique.

En ce qui concerne les masques, j'ai entendu Vincent, j'ai le journal le Monde sous les yeux, même les établissements hospitaliers, les cliniques qui sont complémentaires sont quasiment à la limite de la pénurie.

J'entends ce que propose Vincent, si cela peut rassurer, oui évidemment, mais là nous sommes dans une situation particulière. Je ne justifie rien mais dresse juste un portrait.

La pénurie est partout, cela ne rassure pas, je suis d'accord.

Pour terminer, sur les Hauts de France, une région parmi d'autres sur le périmètre NEN, on passe sur l'EIC Hauts de France en F0 demain ; les effectifs ont été divisés par deux.

Cela rejoint ce que vous disiez Monsieur MARTY, c'est une réduction progressive. Avec le F0, je vous laisse imaginer le plan de transport extrêmement réduit.

Pour revenir au sujet 1^{er}, j'estime au nom de notre délégation que nous ne pourrions pas nous exprimer car il nous faut cet éclairage médical qu'il nous manque.

M. Dominique SENS (CGT) : Effectivement, à l'écoute de toutes les interventions, je pense qu'il faudra très vite voir et préciser les termes employés comme « disponibilités que l'on connaît peut-être dans d'autres métiers de la SNCF. Aujourd'hui c'est les roulants par exemple.

Il faudrait aussi préciser, sans aller à la surenchère ; mais expliquer aussi les impacts sur la rémunération. C'est un sujet très sensible en général chez tous les cheminots. Après 5 ans de gel des salaires, 3 semaines de grève pour certains, mais aussi le poids des EVS à l'Équipement en particulier.

Cette inquiétude est confirmée par vos propos sur les difficultés à assurer la paie de tous les cheminots.

De plus, avant que nous procédions au vote, j'attends, au nom de la CGT la communication des plans d'organisation du travail ou de la production dans chaque Établissement avec toutes les mesures prises ainsi que les listes d'agents confinés.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Pour SUD RAIL, après avoir consulté les membres de ma délégation, nous regrettons également l'absence du médecin à ce CSE Extra.

Nous regrettons également l'absence du préventeur et qu'aucun remplacement n'est pu être effectué parmi les préventeurs de la ZP NEN.

Nous allons nous positionner, nous sommes toujours en désaccord sur des mesures que vous nous avez présentées ce jour.

De plus, nous ne connaissons pas encore, à l'heure actuelle ce que vous allez indiquer sur votre note.

Dans ces conditions, même si nous notons des points d'amélioration : nous sommes restons en désaccord avec certains points étudiés depuis ce matin.

M. Olivier MARTY (Président):

J'ai cru comprendre que la CFDT a quitté ce CSE avant la fin (confirmation de Mme RAULT)

Les 3 délégations toujours présentes se sont exprimées : ce qui ne permet pas de lever avec un accord les mesures : j'en prends acte.

Je sais parfaitement que le travail continue que nous aurons à poursuivre votre information tel qu'il l'a dit en cours de séance.

Sur la partie maintien du comptage et partage des informations, nous allons faire un point avec les représentants des OS et 1 ou 2 par OS afin d'avoir un échange plus fluide, comme nous avons pu le faire vendredi dernier ; nous allons le reprendre.

Pour la programmation, on va regarder par rapport aux événements qui nous arrivent comment on le fait. Sachant, que dès demain, avec le malheureusement accident nous seront à nouveau sur une configuration de CSE.

Nous devons regarder comme on fait et à quel rythme on se reparle au niveau globale ZP NEN avec quelques représentants sur la partie coronavirus : nous le poursuivrons, c'était un engagement et nous continuerons de le faire, au moins 1 fois par semaine et plus si nécessaire.

Pour ce qui est des attestations, vous permettant en tant qu'élus de pouvoir faire face à des contrôles si vous intervenez sur des situations exceptionnelles qui méritent un déplacement, dans le cadre des mesures générales, c'est nous qui les faisons à la DRH, nous les avons préparés. Elles sont en cours de distribution, certains d'entre vous les ont peut-être déjà reçues et pour les autres cela sera dans l'après-midi.

Nous l'avons fait pour les élus et l'avons étendu aux membres de CSSCT, comme demandé, qui pour certains ne sont pas élus.

Cet aspect-là est donc traité.

M. Christophe ACHOUB (Secrétaire): Je suis satisfait que vous ayez donné suite à la demande du Secrétaire pour l'ensemble des élus et membres de la CSSCT ; c'est une bonne chose.

Il faudra que l'on se reparle aujourd'hui pour savoir à quelle heure on organise le CSE par téléphone demain suite à l'accident mortel.

M. Olivier MARTY (Président): Je ne sais pas à quelle heure nous allons pouvoir stabiliser cette séance en terme de choix d'horaires, peut être en fin d'après-midi, mais de toute façon vous êtes avisés.

S'il n'y a pas d'autre intervention je vais lever la séance sur le CSE d'aujourd'hui en attendant la séance de demain.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Monsieur MARTY, savez-vous à quelle heure sera envoyée la note ?

Elle sera bien envoyée à chaque élu du CSE ?

M. Olivier MARTY (Président) : Je n'ai pas l'indication de l'heure aujourd'hui étant en CSE avec vous ; je n'ai pas encore ce niveau de détail par rapport à la préparation.

M. Vincent PINOT (SUD RAIL) : Elle sera bien envoyée ?

M. Olivier MARTY (Président) : Oui, nous vous l'enverrons.

La séance est clôturée à 13h30.